

La coopération internationale de la Suisse

Rapport annuel 2016



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

CONTENU

EDITORIAL	3
HIGHLIGHTS	4
POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT	5
PRÉVENTION DES CRISES ET AIDE D'URGENCE	9
Un engagement à long terme aux côtés des réfugiés et des déplacés	
Coopérer en dépit des frontières	
L'aide d'urgence suisse en Haïti	
ACCÈS AUX RESSOURCES ET AUX SERVICES	15
Les solutions novatrices de l'entrepreneuriat social	
Les hommes et les garçons se mobilisent contre la violence envers les femmes	
Apaiser les conflits de la transhumance	
SAVOIR, RECHERCHE ET CULTURE	20
Médecin des plantes : un métier d'avenir	
Production bio sous les tropiques	
« La relance en images » : témoin de la reconstruction au Mali	
MESURE DE L'EFFICACITÉ	22
PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES	25
CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE	27
Au Pérou, la réforme des finances publiques stimule la croissance	
Plus de transparence dans le secteur des matières premières	
Un ciment respectueux de l'environnement	
DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ	33
Des secteurs clés pour l'emploi	
La contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne	
Accompagner la fusion des communes	
Des transports plus rapides et plus propres à Hô Chi Minh-Ville	
UNE MONDIALISATION PROPICE AU DÉVELOPPEMENT	39
Le lien stratégique entre migration et développement	
Swiss Bluetec Bridge : un pont vers l'innovation	
Un fonds pour l'entrepreneuriat durable	
QUESTIONS MULTILATÉRALES	44
NOS PARTENAIRES	46
STATISTIQUES 2016	47



MARIE-GABRIELLE INEICHEN-FLEISCH
 SECRÉTAIRE D'ÉTAT, DIRECTRICE DU SECO

MANUEL SAGER
 AMBASSADEUR, DIRECTEUR DE LA DDC

Chère lectrice, cher lecteur

L'année 2016 a été, comme les précédentes, riche en défis pour la coopération internationale de la Suisse. Des millions de personnes vivaient toujours dans la misère et la détresse en raison de catastrophes et de conflits persistants. Dans leur quête d'un avenir meilleur, nombre d'entre elles ont pris, l'année dernière aussi, le chemin de l'Europe et de la Suisse. Un afflux humain qui a également suscité chez nous des tensions politiques et des attentes croissantes à l'égard de la coopération internationale pour contribuer davantage à résoudre la crise des réfugiés. Soucieux de renforcer davantage et de façon stratégique le lien entre la coopération internationale et la politique migratoire, lorsque cela sert l'intérêt de la Suisse, les départements et les offices compétents s'attaquent aux causes de long terme qui contraignent les personnes à émigrer et s'emploient à créer des perspectives pour les réfugiés et les migrants dans leur région d'origine.

D'une manière générale, le contexte économique est également resté plutôt décevant en 2016. La croissance de l'économie mondiale a été faible, voire nulle. Au niveau mondial, le revenu par habitant a vu sa progression se réduire de plus de moitié entre 2010 et 2016. Dans le même temps, l'écart entre riches et pauvres s'est encore creusé dans de nombreux pays. Ces facteurs ont eu un impact négatif sur la productivité, le commerce, l'emploi et l'innovation dans le monde. Les États partenaires de la coopération internationale suisse en ont particulièrement souffert.

Le nouveau message sur la coopération internationale 2017–2020, que le Conseil fédéral et le Parlement ont adopté l'an dernier, essaie de contrer cette dynamique négative. Axé sur l'Agenda 2030 de développement durable, le message veut réduire la pauvreté et les risques

globaux ainsi que promouvoir la paix et les droits de l'homme. Il est avant tout l'expression de la solidarité des Suisses avec ceux qui, dans ce monde, vivent dans la pauvreté et la détresse.

Dans ce contexte, il convient toutefois de relever que la coopération internationale suisse a dû économiser 175 millions de francs en 2016 en raison du frein à l'endettement. Plusieurs programmes ont donc déjà dû être revus à la baisse, comme nous le montrons dans le chapitre introductif à travers de brefs exemples. Par ailleurs, de nouvelles économies sont en vue dans les années à venir.

Malgré ces difficultés, la coopération internationale suisse a obtenu de nombreux bons résultats en 2016. Elle a par exemple remis au Croissant-Rouge arabe syrien des ambulances qui étaient requises de toute urgence. Elle a aidé les habitants de la Somalie à accéder à de meilleurs soins de santé. Elle a dispensé une formation professionnelle à des réfugiés et des déplacés dans l'un des plus grands camps de réfugiés au monde, situé dans le nord du Kenya. Ou encore elle a contribué à une meilleure gestion des finances et donc à la croissance économique au Pérou. Dans ces pages, vous découvrirez comment la Suisse, à travers des approches programmatiques innovantes, s'investit dans les pays partenaires et au niveau multilatéral pour un monde sans pauvreté, en paix et pour un développement durable.

Nous vous souhaitons bonne lecture.

M.-G. Ineichen-Fleisch

Manuel Sager

HIGHLIGHTS



UN ENGAGEMENT À LONG TERME AUX CÔTÉS DES RÉFUGIÉS ET DES DÉPLACÉS

En 2016, le monde comptait plus de 65 millions de réfugiés et de déplacés. Nombre d'entre eux sont en fuite depuis des années ou attendent dans des camps. Au Proche-Orient et dans la Corne de l'Afrique, la Suisse déploie des activités qui associent l'aide d'urgence sur place avec la création de perspectives à long terme. (p. 8)



LES SOLUTIONS NOVATRICES DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

La pauvreté et les profondes inégalités sont des constantes dans de nombreuses régions d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour trouver des solutions innovantes aux problèmes sociaux et environnementaux, la Suisse soutient l'entrepreneuriat social. (p. 14)



AU PÉROU, LA RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES STIMULE LA CROISSANCE

Dans sa coopération internationale, la Suisse mise sur une croissance économique durable pour lutter contre la pauvreté. L'exemple du Pérou montre ainsi que des finances publiques solides et bien administrées contribuent autant à cette croissance qu'un environnement économique favorable. (p. 26)



DES SECTEURS CLÉS POUR L'EMPLOI

La récente crise économique a eu des conséquences importantes sur le marché du travail en Serbie, notamment chez les jeunes. Avec l'objectif de créer de nouveaux emplois, la Suisse appuie des secteurs de l'économie au fort potentiel de croissance. (p. 32)



LE LIEN STRATÉGIQUE ENTRE MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Des millions de personnes quittent leur domicile en quête de sécurité, d'emploi et d'un avenir meilleur. La Suisse soutient les efforts visant à rendre la migration aussi propice que possible au développement et à réduire la pression migratoire en créant des perspectives sur place. (p. 38)

AVEC LE MESSAGE 2017–2020, LA SUISSE DÉFINIT UNE NOUVELLE ORIENTATION

L'année 2016 a été marquée par des crises et des conflits qui ont placé la communauté internationale face à d'importants défis. Le message 2017–2020 donne à la Suisse les moyens d'apporter une contribution efficace et durable à la coopération internationale.

En 2016, la Suisse et la communauté internationale ont été confrontées à un contexte mondial troublé. Une année à peine après l'adoption de l'Agenda 2030 de l'ONU, les voix critiques, aux accents parfois populistes, se sont multipliées, remettant de plus en plus en question un ordre mondial fondé sur le libéralisme et le système multilatéral de la coopération. Le nationalisme a pris de l'ampleur dans beaucoup de pays; les mouvements opposés à l'ouverture des frontières et à des sociétés tolérantes ont gagné en influence politique durant l'année 2016. Les États ont été toujours plus nombreux à accorder davantage d'attention à leurs problèmes internes et à défendre leurs intérêts de politique intérieure.

Les raisons de cette évolution sont nombreuses. Elles sont liées à la faiblesse persistante de la conjoncture économique, au creusement des inégalités sociales et à la montée de la peur du déclassement au sein de la population. Les conflits qui s'éternisent, comme en Syrie et au Proche-Orient, en Ukraine et dans la Corne de l'Afrique, ainsi que l'aggravation des tensions géopolitiques ont suscité, en 2016, un profond sentiment d'insécurité économique et politique.

Beaucoup ont souligné pour la première fois que la volonté de coopération menaçait de s'amenuiser sensiblement au sein de la communauté internationale et qu'une telle évolution mettrait à mal l'élaboration conjointe de solutions durables dans la lutte contre la pauvreté, les crises et les conflits. Dans le message 2017–2020, la Suisse mise sur la coopération internationale pour contribuer à résoudre les problèmes globaux et se positionne clairement contre l'isolationnisme.

Contextes fragiles: un engagement sur le long terme

Si les tendances de 2016 se poursuivent, ce sont surtout les plus démunis qui en souffriront. Ils

sont en effet de plus en plus nombreux à vivre dans des pays où des conflits internes ont gravement endommagé, voire anéanti, les structures étatiques. Aussi est-ce en priorité dans ce type de contextes fragiles que la coopération internationale de la Suisse s'attache à lutter contre la pauvreté. Les difficultés particulières propres à ces contextes exigent une stratégie et des approches innovantes, qui associent plus efficacement encore les efforts humanitaires de la Suisse avec ses activités de coopération au développement et de promotion de la paix.

Le nouveau message sur la coopération internationale répond justement à cette exigence. Après avoir fait l'objet de vifs débats au sein du Conseil national et du Conseil des États, le message 2017–2020 a été approuvé par le Parlement à l'automne 2016, une décision qui a donné le coup d'envoi de sa mise en œuvre. Pour la première fois, celle-ci n'incombe pas seulement à la DDC et au SECO, mais aussi à la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE. Dans ce message, la Suisse a pris un engagement ferme pour les quatre années à venir: «La vision d'un monde sans pauvreté et en paix, pour un développement durable».

Cinq priorités pour un avenir meilleur

Selon le message 2017–2020, la lutte contre la pauvreté reste l'objectif prioritaire de la coopération internationale de la Suisse. Le message fixe par ailleurs cinq priorités stratégiques, qui reflètent d'une part les défis actuels de la politique de développement et qui devraient, d'autre part, mettre davantage en valeur les compétences clés de la Suisse en matière de coopération internationale.

La Suisse continue ainsi à miser sur l'aide humanitaire d'urgence pour sauver des vies et protéger les personnes affectées par des crises et des catastrophes.

LES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES MENACENT DES OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les économies dans la coopération internationale de la Suisse affectent des objectifs et des programmes d'importance stratégique.



Afin de respecter le frein à l'endettement, le Conseil fédéral a décidé en 2016 d'économiser 175 millions de francs dans la coopération internationale. Cette décision a engendré des réductions budgétaires dans de nombreux programmes, pourtant essentiels aux objectifs de la politique étrangère de la Suisse. L'Aide humanitaire de la DDC a par exemple dû revoir à la baisse ses contributions au

Comité international de la Croix-Rouge ainsi qu'à la reconstruction d'écoles et de dispensaires. En Bolivie, le nombre de familles pouvant bénéficier d'un programme de la DDC sur la gestion de l'eau a été réduit de 12 000 par rapport au chiffre initialement prévu. En Arménie, où plus de la moitié de la population travaille dans l'agriculture, il a fallu renoncer à des cours pour la formation professionnelle.

D'autres coupes sont prévues pour les années à venir : la DDC et le SECO doivent s'attendre à voir les ressources de la coopération internationale diminuer de 450 millions de francs au total entre 2018 et 2020. Le message 2017–2020 souffrira donc de sous-financement.

La DDC devra par conséquent clore son programme dans l'un de ses pays prioritaires et réduire nombre de ses programmes bilatéraux et régionaux en Amérique latine, en Afrique et en Asie, ainsi que divers programmes de la Coopération avec l'Europe de l'Est et de l'Aide humanitaire. Seule l'aide d'urgence sera épargnée. La Suisse réduira en outre nettement ses versements à des organisations multilatérales : représentant 48 % des compressions budgétaires, ces contributions sont les plus touchées à la DDC. Du côté du SECO, les coupes affectent aussi bien la coopération bilatérale avec les pays du Sud et de l'Est que la coopération multilatérale.

trophes. Ce faisant, elle accorde une attention particulière aux plus de 65 millions de réfugiés et déplacés internes dans le monde. Dans le même temps, elle s'engage pour la résolution des conflits, la médiation directe et la promotion de la paix, et accroît de 120 millions de francs environ ses investissements dans ces domaines.

À l'avenir, la Suisse renforcera encore son engagement dans les contextes fragiles. Cela vaut surtout pour l'Afrique et le Proche-Orient, où les tensions risquent rapidement de se muer en conflits et de contraindre les habitants à fuir. Voilà pourquoi 55 % des ressources de la coopération internationale seront destinés au Moyen-Orient, à l'Afrique du Nord et à l'Afrique subsaharienne.

La DDC, le SECO et la DSH œuvreront de concert pour atténuer la pauvreté et les inégalités, et veilleront en particulier à ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes gens et aux femmes. Ces groupes cibles devraient profiter encore davantage de la croissance économique. À cet effet, il convient aussi bien de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité que de développer des programmes de formation. Dans ce domaine, la Suisse insiste sur un couplage fort entre éducation de base et formation professionnelle, afin de favoriser l'apprentissage tout au long de la vie.

Le secteur privé joue un rôle important dans la promotion et la mise en œuvre d'un développement durable. C'est pourquoi la DDC et le SECO entendent renforcer leurs partenariats avec le secteur privé suisse. D'ici à 2020, la DDC prévoit par exemple de doubler le nombre de ses partenariats (30 actuellement) avec des entreprises privées suisses.

La volonté de relever les défis mondiaux, tels que le changement climatique, la pénurie d'eau, la santé, la sécurité alimentaire ou encore les migrations, demeure au cœur de l'engagement de la Suisse. Dans ces domaines, l'Agenda 2030 constitue d'ailleurs un cadre de référence important. Cet agenda comprend 17 objectifs de développement durable (ODD), qui accordent le même poids aux dimensions économique, écologique et sociale du développement. Dans son message 2017–2020, la Suisse concrétise en outre sa promesse d'œuvrer avec ses partenaires afin d'atteindre les ODD.

Un engagement accru dans le domaine des migrations

En adoptant le message, le Parlement a décidé que la Suisse devrait renforcer les liens entre sa coopération internationale et sa politique migra-

toire. Il s'agit d'éviter ainsi des tragédies humaines, comme celles que de nombreux réfugiés et requérants d'asile ont à nouveau vécues en 2016. Coopération internationale et politique migratoire doivent à l'avenir être stratégiquement associées là où leur combinaison sert les intérêts de la Suisse et de ses pays partenaires, tout en protégeant les réfugiés.



Sur le plan géographique, l'engagement se focalisera davantage sur les pays d'origine des réfugiés et des migrants, en particulier au Proche-Orient et en Afrique. Sur le plan thématique, la DDC, le SECO et la DSH s'attaqueront plus résolument encore aux causes qui contraignent les gens à émigrer. Les activités porteront notamment sur la formation professionnelle afin de créer des perspectives, surtout pour les jeunes, et de promouvoir le développement durable. Car il n'y a pas de paix sans développement durable et que l'absence de paix empêche tout développement durable et engendre une migration forcée.

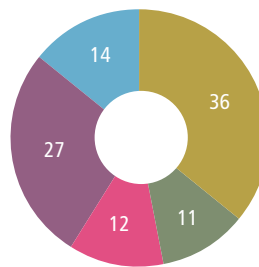
Tirer les leçons du passé pour s'améliorer

Ces dernières années, la Suisse a fait de l'efficacité et de la mesure de l'efficacité dans la coopération internationale l'une de ses préoccupations centrales. Durant la période couverte par le nouveau message, de 2017 à 2020, ces éléments gagneront encore en importance, une évolution qui correspond à la volonté exprimée par le Parlement lors de l'adoption du message à l'automne 2016. La définition d'objectifs, assortis d'indicateurs de référence correspondants, consolidera la mesure de l'efficacité.

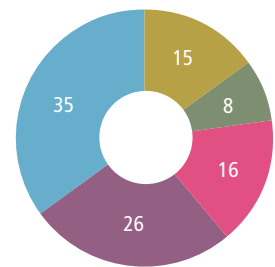
Si la coopération internationale s'inscrit souvent dans des contextes difficiles, il reste indispensable de la soumettre à une évaluation rigoureuse et exhaustive et de mesurer son efficacité. Ces processus permettent à la Suisse et à ses partenaires d'identifier et, le cas échéant, de corriger les erreurs, voire les échecs. Grâce à ces examens, la DDC, le SECO et la DSH ne font pas qu'accroître

la crédibilité de leur travail, mais pourront aussi, dans les années à venir et les contextes les plus difficiles optimiser leurs actions à l'aide des leçons tirées des expériences engrangées et poursuivre de manière durable leur engagement en faveur d'un monde plus juste et plus pacifique.

DDC BILATÉRAL RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE 2016¹ (EN %)



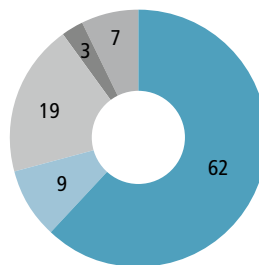
SECO BILATÉRAL RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE 2016¹ (EN %)



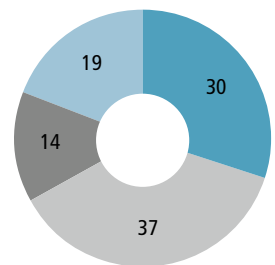
- Afrique subsaharienne
- Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient
- Amérique latine
- Asie
- Europe de l'Est et CEI

¹ Non compris contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE 2016 (EN %)



APD MULTILATÉRALE DE LA SUISSE 2016 (EN %)



- DDC
- SECO
- Requérants d'asile en Suisse
- Paix et sécurité (DSH / DDPS)
- Autres
- Organisations des Nations Unies
- Association internationale de développement (IDA)
- Institutions financières internationales (excl. IDA)
- Autres organisations internationales



Après avoir suivi une formation dispensée par le projet de la DDC «Skills for Life», ces jeunes femmes ont pu ouvrir leur propre atelier de couture. «Skills for Life» transmet des compétences professionnelles à des réfugiés et aux habitants de Kakuma au Kenya, afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins. Au Soudan du Sud, une guerre civile a éclaté en 2013, deux ans après l'accession à l'indépendance : plus d'un million d'habitants ont déjà fui le pays et environ 50 000 d'entre eux sont venus à Kakuma ces dernières années. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) gère ainsi un immense camp à Kakuma : environ 180 000 personnes y vivent, dont plus de la moitié sont originaires du Soudan du Sud.



UN ENGAGEMENT À LONG TERME AUX CÔTÉS DES RÉFUGIÉS ET DES DÉPLACÉS

En 2016, le monde comptait plus de 65 millions de réfugiés et de déplacés. Nombre d'entre eux sont en fuite depuis des années ou attendent dans des camps. Au Proche-Orient et dans la Corne de l'Afrique, la Suisse déploie des activités qui associent l'aide d'urgence sur place avec la création de perspectives à long terme.

« Personne ne pousse ses enfants sur un bateau à moins que l'eau ne soit plus sûre que la terre ferme. » Cette citation de la jeune poétesse somalienne Warsan Shire témoigne du sort des plus de 65 millions de personnes que des guerres, des conflits et des catastrophes ont obligées à fuir. Environ un tiers d'entre elles vivent déplacées dans leur propre pays. Elles ne disposent ni des moyens financiers ni de la liberté d'action nécessaires pour entreprendre un long voyage. Elles ont au contraire déjà fort à faire pour survivre au quotidien.

Sur les 21 millions de réfugiés enregistrés qui ont franchi les frontières nationales, plus de la moitié proviennent de trois pays : Syrie, Afghanistan et Somalie. La Syrie arrive en tête de cette triste liste. Aussi la Suisse a-t-elle concentré en 2016 ses efforts humanitaires sur la catastrophe qui se déroule en Syrie et alentour. Ayant mobilisé plus de 250 millions de francs depuis 2011, ces efforts constituent la plus vaste action humanitaire de la DDC. Grâce à cet argent, elle a soutenu en particulier le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des organisations humanitaires de l'ONU et des ONG internationales. Outre cet appui financier, elle a mis des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) à disposition. La DDC a également réalisé des projets propres : en juillet, le délégué à l'Aide humanitaire a remis douze nouvelles ambulances au Croissant-Rouge arabe syrien. Ces véhicules étaient requis de toute urgence compte tenu des destructions dues à la guerre, des attaques contre les hôpitaux et du nombre élevé de victimes.

Bien que le conflit armé qui agite la Syrie et la crise des réfugiés qui en résulte dominent les gros titres des médias, la Corne de l'Afrique est depuis de nombreuses années l'épicentre de vastes mouvements migratoires. Au total, 1,8 million de réfugiés et 6,7 millions de déplacés internes sont répartis entre la Somalie, le Kenya, l'Érythrée, Djibouti, le Soudan et le Soudan du Sud. Environ 1,1 million de personnes ont fui la seule Somalie. Le morcellement politique et géographique du pays, la persistance de conflits armés et la menace de la milice islamiste Al-Shabaab font de la Somalie l'un des pays les plus fragiles de la planète.

Le plus grand camp de réfugiés du monde se trouve dans le nord du Kenya et abrite des Somaliennes et des Somaliens. Avec ses quelque 340 000 habitants, Dadaab est devenu durant ces 25 dernières années une agglomération de la taille de Zurich et la troisième ville du Kenya. Une génération entière est née et a grandi à Dadaab. Or, le camp fermera bientôt ses portes. Le Gouvernement kenyan a été contraint à cette décision à cause du risque terroriste, du manque de sécurité et des dégâts écologiques.

Aide humanitaire et coopération au développement dans la Corne de l'Afrique

Le cas de Dadaab prouve que l'aide d'urgence fournie aux réfugiés et aux déplacés internes ne constitue pas, à elle seule, une solution à long terme. Pour compléter l'aide humanitaire, des efforts s'imposent dans le domaine du dévelop-



Alfadil Abdallah a été l'un des premiers à participer au programme de formation « Skills for Life ». Dans son atelier, il répare désormais des PC et des téléphones mobiles.

pement afin d'atténuer les causes qui poussent les populations à fuir et d'assurer l'intégration des réfugiés et des déplacés dans le pays de premier accueil. Dans la Corne de l'Afrique, la DDC assume un rôle de leader d'un genre nouveau : depuis l'été 2016, elle préside avec le Danemark le Groupe informel de donateurs humanitaires pour la Somalie et s'efforce de trouver une solution durable pour les déplacés de longue durée. Deux experts suisses au sein du bureau du coordinateur de l'ONU pour la Somalie participent activement à la mise en œuvre de cette approche intégrée.

« Pour compléter l'aide humanitaire, des efforts s'imposent dans le domaine du développement afin d'atténuer les causes qui poussent les populations à fuir et d'assurer l'intégration des réfugiés et des déplacés dans le pays de premier accueil. »

La DDC est à l'œuvre dans les régions dont les autres acteurs humanitaires détournent leur regard. En Somalie, elle s'emploie à assurer des soins de santé primaires à l'échelle nationale. Dans le même temps, elle convie les acteurs humanitaires traditionnels à s'asseoir à la même table que des organisations de développement et explore de nouvelles voies, en collaboration avec le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, pour intégrer le système de santé,

financé depuis 25 ans par les seules ressources humanitaires, dans la planification nationale de la santé en Somalie.

« Pour promouvoir l'intégration locale des réfugiés et des déplacés, la DDC investit dans l'éducation de base et la formation professionnelle. »

Pour promouvoir l'intégration locale des réfugiés et des déplacés, la DDC investit dans l'éducation de base et la formation professionnelle. Abrutant 180 000 personnes, Kakuma, dans le nord du Kenya, compte également parmi les plus grands camps de réfugiés du monde. Ici, la moitié environ des réfugiés proviennent du Soudan du Sud. « Si nous pouvions choisir, nous ne serions pas là, mais nous n'avons pas d'autre endroit où aller. » Tel est l'amer constat d'une habitante de Kakuma, qui ne nourrit guère d'espoir pour elle-même et sa famille. Pour inverser cette tendance au découragement et proposer de nouvelles perspectives, notamment aux jeunes femmes et hommes, la DDC a lancé en 2013 le projet « Skills for Life ». Il permet à des réfugiés et à des habitants locaux d'apprendre un métier qui leur permettra ensuite de subvenir à leurs besoins. Alfadil Abdallah est l'un des plus de 500 jeunes qui ont bénéficié d'une formation. Âgé de 28 ans, il a ouvert en 2015, avec quelques amis, un atelier de réparation pour ordinateurs et téléphones mobiles.

« Ça marche bien. Je suis reconnaissant de pouvoir construire mon avenir », déclare-t-il. Le programme propose un apprentissage court dans une douzaine de domaines artisanaux, comme l'informatique, la coiffure, la couture ou la menuiserie.

« Pour que les progrès en matière de développement ne soient pas anéantis en période de crise, la DDC a intégré pour la première fois un fonds d'urgence dans un programme de résilience sur le long terme. »

Prévenir les causes de l'exode fait partie intégrante de l'engagement suisse

Dans la Corne de l'Afrique, les sécheresses et les famines sont, aux côtés des conflits armés, les principales causes qui poussent les populations à fuir. Les phénomènes climatiques récurrents appelés El Niño et La Niña viennent également accentuer ces fléaux. Sous l'effet d'El Niño, l'Éthiopie a connu en 2016 l'une des pires sécheresses depuis près de 50 ans : après deux saisons des pluies sans précipitations, plus de dix millions de personnes dépendaient de l'aide alimentaire pour leur survie.

En collaboration avec le gouvernement éthiopien, la DDC investit dans le sud du pays pour réhabiliter des points d'eau, améliorer le système local d'alerte précoce, assurer la formation continue des femmes et prévenir la dégradation des pâtures. « Le but n'est pas d'aider les gens seulement en cas de crise, mais de leur apporter le



Des produits de première nécessité sont distribués en fonction des besoins de la population destinataire.

soutien nécessaire afin qu'ils puissent faire face aux coups du sort», explique Ababu Lemma Belay, collaborateur de la DDC sur place. Pour que les progrès en matière de développement ne soient pas anéantis en période de crise, la DDC a intégré pour la première fois un fonds d'urgence dans un programme de résilience sur le long terme. Mis en œuvre par une ONG suisse et les autorités locales, le projet améliore la gestion du sol et des ressources naturelles en eau, garantit un revenu durable et ouvre de nouvelles perspectives aux populations.

PRÉVENTION DES CRISES ET AIDE D'URGENCE

- Aide d'urgence
- Travail dans des contextes fragiles
- Résilience face aux crises
- Respect des droits de l'homme

La Suisse fournit une aide aux populations victimes de conflits armés, de catastrophes naturelles ou d'autres crises. Ces activités consistent à prévenir et à limiter les risques naturels et les conflits violents, à fournir une aide humanitaire en situation d'urgence, à gérer les conflits ainsi qu'à reconstruire les infrastructures, à réhabiliter les structures étatiques, à réformer le secteur de la sécurité et à accroître le respect des droits de l'homme.

L'aide humanitaire intervient le plus souvent à court terme (à titre d'aide d'urgence), mais est fournie aussi longtemps que nécessaire. Des priorités sont définies pour ce qui est des engagements humanitaires à plus long terme (reconstruction) et des mesures de développement (emploi, services sociaux, édification de l'Etat). Ces activités visent avant tout à renforcer la gouvernance au niveau local et à favoriser une transition vers un développement durable.

COOPÉRER EN DÉPIT DES FRONTIÈRES

L'absence de frontière reconnue entre le Kirghizistan et le Tadjikistan menace la sécurité et le développement socio-économique des populations.



Dans la vallée de Ferghana, des territoires et des ressources sont revendiqués par les deux pays. La situation est instable avec des accrochages très violents. En attendant l'aboutissement des négociations sur le tracé définitif des frontières, le projet de la DDC contribue à stabiliser la situation en permettant aux populations

locales de mener un dialogue sur l'utilisation des ressources naturelles et des infrastructures.

Des superviseurs issus de chaque communauté surveillent les sources de tension afin de prévenir les conflits. Ceci se fait au moyen de dialogues transfrontaliers

permettant le développement d'une confiance et d'une coopération intercommunautaires. Des changements dans les comportements s'observent déjà : les différends, qui dégénéraient souvent en conflits violents, font aujourd'hui l'objet de discussions entre les communautés. Cette nouvelle dynamique a ainsi permis la réalisation d'un canal d'irrigation tadjik traversant le territoire kirghiz.

La DDC promeut la collaboration des populations sur des objectifs communs. Des dizaines de femmes kirghizes et tadjikes ont ainsi été formées à la construction de fours solaires qu'elles réalisent ensuite ensemble. Cette formation a permis une amélioration du bien-être de leur famille, mais aussi la création de liens intercommunautaires.

L'AIDE D'URGENCE SUISSE EN HAÏTI

À l'automne 2016, l'ouragan Matthew a frappé les Caraïbes et semé la désolation en Haïti. La Suisse a été l'un des premiers pays à acheminer de l'aide d'urgence sur place.



Le 4 octobre 2016, l'ouragan Matthew a balayé le sud-ouest d'Haïti, avec des vents dépassant 250 kilomètres à l'heure. La tempête a fait plus de 1000 victimes et occasionné d'énormes dégâts. Comme lors du séisme de 2010, près de 90 % des habitations de la région sinistrée ont été détruites. Par ailleurs, des pluies diluviennes ont provoqué des inondations et des glissements de terrain. Le 7 octobre, peu après la réouverture de l'aéroport

de Port-au-Prince, la DDC a envoyé une équipe du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) sur place, afin d'apporter une aide d'urgence vitale à la population locale.

Cette aide visait surtout à garantir l'accès à l'eau potable et à fournir des abris d'urgence. En un temps record, l'équipe d'intervention est parvenue à mettre en place des installations de purification de

l'eau et des réservoirs d'eau potable pour desservir au total 46 000 personnes. Elle a aussi distribué des bâches en plastique et des plaques de tôle afin d'offrir des abris de fortune à 11 000 familles privées d'un toit. Dans le cadre du programme «Cash for Work» de la DDC, plus de 2000 Haïtiennes et Haïtiens ont gagné un revenu en participant aux travaux de déblaiement.

La Suisse a consacré 3,6 millions de francs à cette action d'urgence. La moitié de la somme a été répartie entre le Programme alimentaire mondial (PAM), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et l'Entraide protestante suisse (EPER).

Les efforts menés par la DDC après le terrible tremblement de terre de 2010 se sont par ailleurs révélés efficaces : tous les bâtiments scolaires construits à l'époque par des spécialistes suisses ont résisté à la tempête.

RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2016



► *Asie :*

le programme de **reconstruction et de rénovation de bâtiments scolaires** lancé au **Pakistan** après les inondations dévastatrices de 2010 a pu s'achever mi-2016. Les 23 écoles reconstruites dans le district de Swat et les 60 écoles rénovées dans le district de Charsadda ont fourni un cadre sûr d'apprentissage et d'enseignement à plus de 15 000 élèves et enseignants. Les contributions financières versées aux partenaires de l'ONU (PAM et HCR) ainsi qu'au CICR ont surtout servi à couvrir les besoins des déplacés internes et des réfugiés afghans. L'Aide humanitaire de la DDC a en outre alloué des fonds à la prévention des risques naturels et apporté une expertise spécifique aux autorités de la province de Kyber Pakhtunkhwa (KP) et des régions tribales administrées fédéralement (FATA).

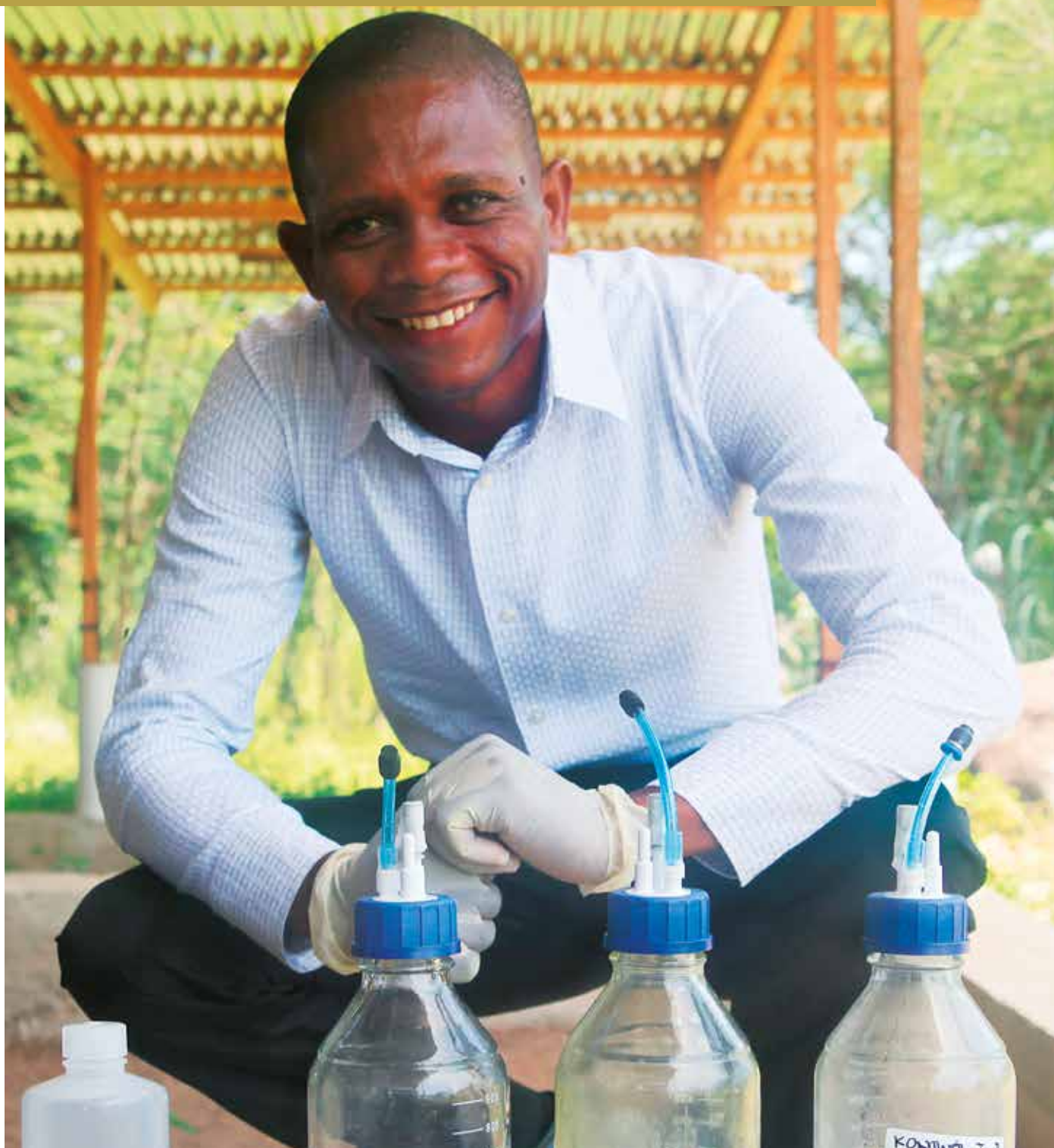
► *Proche-Orient et Moyen-Orient :*

l'année 2016 aura été marquée par un déploiement régulier d'**experts eau et assainissement** du Corps suisse d'aide humanitaire comme appui technique à des missions d'urgence lors de crises prolongées ou pour des programmes pluriannuels visant à accroître l'accès à des services de

base. En **Jordanie** et au **Liban** par exemple, un approvisionnement durable pour plus de 30 000 réfugiés syriens sera disponible dans le camp d'Azraq et une gouvernance plus efficace dans la vallée de la Bekaa devrait contribuer à un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement pour plus de 700 000 personnes.

► *Europe de l'Est :*

depuis début 2015, la Suisse livre des fournitures aux **services des eaux** de la région de Donetsk en **Ukraine**, qui approvisionnent en eau potable la plupart des villes situées de part et d'autre de la ligne de contact entre les zones contrôlées par les forces gouvernementales et les rebelles. En 2016, la Suisse a été le seul pays à organiser des transports humanitaires qui ont pu franchir cette ligne de démarcation. En mai, 720 tonnes de biens (matériel médical et produits pour conditionner l'eau) ont été acheminées sur place. Ces livraisons ont garanti à près de 4 millions de personnes l'accès à de l'eau propre pendant une année.



Une gestion sûre des déchets : le compost issu des toilettes EkoLakay, mises au point par SOIL, est soumis à des tests, pour vérifier qu'il ne contient pas d'agents pathogènes et convient donc pour un usage agricole. Travaillant avec la population locale en Haïti, Sustainable Organic Integrated Livelihoods (SOIL) s'attache à promouvoir des systèmes d'assainissement écologiques. C'est l'une des entreprises sociales soutenues par la DDC. Celle-ci collabore activement avec le secteur privé pour résoudre les problèmes de développement. La Suisse participe ainsi aux efforts d'organismes du secteur privé, en particulier Ashoka et Hystra, qui visent à identifier et à soutenir les entrepreneurs sociaux en Amérique latine. En mettant en pratique des idées novatrices durables, l'entrepreneuriat social recèle un important potentiel en termes de solutions écologiques et sociales.

LES SOLUTIONS NOVATRICES DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

La pauvreté et les profondes inégalités sont des constantes dans de nombreuses régions d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour trouver des solutions innovantes aux problèmes sociaux et environnementaux, la Suisse soutient l'entrepreneuriat social.

Dans un État fragile comme Haïti, l'instabilité économique et politique ainsi que les dangers naturels retiennent les acteurs économiques privés d'investir. Les entrepreneurs sociaux représentent alors une alternative innovante pour assurer aux populations l'accès aux biens et aux services de base. La nature et l'échelle réduite de leurs opérations, mais aussi leurs réseaux locaux, les rendent flexibles et réactifs. Ils peuvent ainsi jouer un rôle clé dans la revitalisation de l'économie.

Les entrepreneurs sociaux placent l'impact social et environnemental au centre de leur action et contribuent par une approche entrepreneuriale à résoudre les problèmes du développement. Ils encouragent ainsi les autres entreprises à copier et à améliorer leurs idées. Acteurs de niche dans l'économie générale, ils constituent une communauté en expansion, avec un fort potentiel en matière de solutions novatrices contribuant aux objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.

EkoLakay, les toilettes écologiques

Dans de nombreux pays en développement, les services sanitaires sont assurés par des entreprises privées et représentent un luxe hors de portée de la majorité de la population. La technologie utilisée est fortement consommatrice en eau et elle entraîne souvent le déversement de déchets pathogènes dans les quartiers défavorisés ou les écosystèmes aquatiques. « En Haïti, plus de 99 % des déchets organiques humains ne sont pas traités, ce qui a des conséquences dévastatrices pour l'environnement et la santé publique », explique

Sasha Kramer, cofondatrice de Sustainable Organic Integrated Livelihoods (SOIL). Sasha Kramer compte parmi les cinq jeunes entrepreneurs sociaux qui bénéficient chaque année du soutien de la DDC en Amérique latine. Son entreprise SOIL s'engage à promouvoir la santé et les moyens de subsistance durables par l'utilisation de sanitaires écologiques en Haïti. Son activité principale porte sur le « poop loop », un processus transformant les déchets organiques humains en compost. SOIL construit des toilettes sèches accessibles à tous, fonctionnant même dans les quartiers pauvres en infrastructures et densément peuplés.

Un impact social et environnemental

Les toilettes EkoLakay de SOIL constituent un service novateur, créant de nouvelles sources de revenus tout au long du processus. Pour environ 5 dollars par mois, une famille haïtienne peut louer des toilettes, qui sont construites par des entreprises de la région utilisant du matériel local. « Ce que j'aime dans le service EkoLakay, c'est notamment le fait que les déchets soient récoltés chaque semaine à mon domicile, et que l'on me remette des conteneurs propres ainsi que de la matière sèche. C'est fantastique de bénéficier d'un service aussi fiable, qui protège ma famille, ma communauté et l'environnement », affirme Jean Marie Noel, client d'EkoLakay à Port-au-Prince. Sasha Kramer ajoute que « les déchets sont transformés en compost vendu aux fermiers ou aux projets de reforestation, ce qui génère des revenus pour soutenir les services d'assainissement ».



Des employés de SOIL livrent des toilettes EkoLakay et du nouveau matériel.

Les entrepreneurs sociaux développent des solutions fondées sur leur perception des besoins locaux. « La vision que défend SOIL est celle d'un monde où chacun pourrait disposer d'installations sanitaires décentes et où les déchets organiques humains ne seraient plus un problème de santé publique, mais une solution environnementale.

« Les entrepreneurs sociaux placent l'impact social et environnemental au centre de leur action et contribuent par une approche entrepreneuriale à résoudre les problèmes du développement. »

Nous pensons qu'en travaillant à réaliser cette vision, nous pouvons non seulement améliorer la santé publique et la fertilité du sol, mais également générer des moyens de subsistance dans le domaine de l'assainissement, faisant de la création d'emplois le principal résultat de la fourniture de services sociaux», indique Sasha Kramer. Pour réaliser sa vision, Sasha Kramer a dû en partie revoir son modèle commercial et en améliorer la gestion. En dix ans, son entreprise est devenue

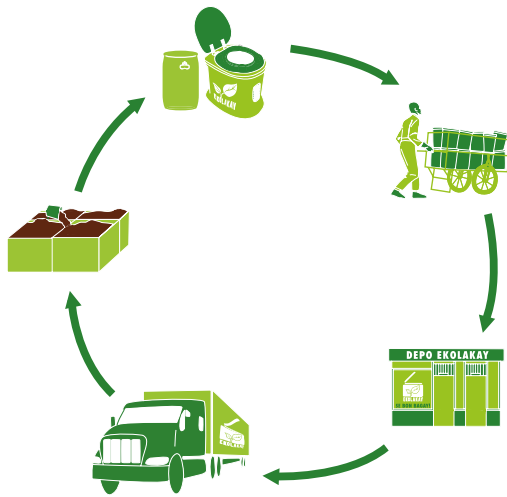
une organisation reconnue, qui a reçu des dons du monde entier pour les opérations de secours suite au passage de l'ouragan Matthew.

Un partenariat pertinent avec Ashoka

Pour identifier les entrepreneurs sociaux, diagnostiquer les besoins et fournir un soutien sur mesure, la DDC travaille avec Ashoka, le plus vaste réseau d'entrepreneurs sociaux au monde. Celui-ci coopère avec les bailleurs de fonds potentiels et les leaders du secteur social et privé. Plus de 3000 « Ashoka Fellows » dans 85 pays dirigent ainsi des entreprises à but social.

« Pour identifier les entrepreneurs sociaux, diagnostiquer les besoins et fournir un soutien sur mesure, la DDC travaille avec Ashoka, le plus vaste réseau d'entrepreneurs sociaux au monde. »

Afin de recevoir une subvention de trois ans de la DDC et bénéficier de l'accompagnement et du soutien des partenaires d'Ashoka (alliant conseils stratégiques, aide juridique et conseils en matière de communication), les entrepreneurs sociaux,



« The Poop Loop », un processus qui transforme les déchets organiques humains en compost.

comme Sasha Kramer, doivent satisfaire des critères de sélection rigoureux. Ceux-ci comprennent des preuves de l'impact du projet, une stratégie en matière de développement durable, une étude sur le potentiel de transformation d'une industrie ou d'un secteur entier, ainsi que des caractéristiques personnelles englobant la créativité, les compétences entrepreneuriales et l'engagement éthique.

La DDC contribue financièrement et à travers des propositions thématiques aux efforts du réseau Ashoka.

Cette participation a permis au réseau de soutenir 80 entrepreneurs sociaux supplémentaires pendant quatre ans en Amérique latine, avec un accent particulier sur les pays partenaires de la DDC ainsi que sur les produits et les services destinés aux ménages à faible revenu et aux groupes de populations vulnérables. Alors que Sasha Kramer est soutenue à un stade précoce de son projet, le programme apporte son aide aux entreprises sociales à diverses étapes de leur cycle de vie, par exemple en facilitant l'accès à des ressources financières supplémentaires.



Une employée de SOIL remplit des seaux de copeaux de canne à sucre, qui sont utilisés dans les toilettes EkoLakay.

ACCÈS AUX RESSOURCES ET AUX SERVICES

- Santé
- Gestion durable de l'eau et assainissement
- Education de base et formation professionnelle
- Exploitation durable des terres

L'amélioration de l'accès aux ressources et aux services de base vise en priorité à réduire durablement la pauvreté. Par « ressources », il faut entendre notamment l'habitat, une alimentation suffisante, l'eau potable et les opportunités sur le marché du travail. Quant aux « services de base », ils désignent les systèmes de formation et de santé d'un pays.

Seule une coopération axée sur le long terme permet de lutter efficacement contre la pauvreté. Pour des raisons d'efficacité et d'efficience, la Suisse se fixe des priorités géographiques dans ce domaine et se concentre sur certains pays ou régions.

LES HOMMES ET LES GARÇONS SE MOBILISENT CONTRE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

La violence faite aux femmes n'est pas seulement une atteinte aux droits de l'homme, c'est aussi un obstacle au développement durable.



Les chiffres sont consternants : une femme sur trois a été victime de violence dans sa vie. Cette statistique englobe toutes les femmes dans le monde, à travers toutes les couches sociales. La DDC mène dans

une douzaine de pays, en majorité touchés par des conflits ou au contexte fragile, des activités pour lutter contre la violence envers les femmes. Chaque année, elle consacre environ 10 millions de francs à cet effort. Par ailleurs, ses programmes aident les femmes à dénoncer l'impunité des coupables et à retrouver leur place dans la vie sociale et économique.

Le succès d'une guérison durable passe souvent par l'implication des hommes et des garçons dans les programmes de prévention. Ainsi, au Burundi et au Rwanda, les couples concernés qui parviennent, au terme d'un long processus, à démonter les schémas de la violence familiale sont considérés comme des modèles positifs. En Bolivie, en Mongolie, au Tadjikistan et en Bosnie et Herzégovine également, des jeunes hommes remettent en question les

aspects machistes et violents de la masculinité et cherchent à se forger une nouvelle identité, qui ne méprise pas les femmes.

À travers le monde, 125 États possèdent une législation qui protège les victimes et punit les coupables. La DDC aide ses pays partenaires à appliquer de telles lois. Nos partenaires au Congo et en Afghanistan organisent par exemple des cours destinés aux policiers, afin de leur expliquer leur rôle protecteur. Davantage de femmes sont également recrutées au sein des forces de l'ordre. Le dialogue avec les dirigeants locaux et les dignitaires religieux représente quant à lui une stratégie cruciale dans l'est du Congo, où les lois de l'État n'ont souvent guère de valeur. Une lutte efficace contre la violence envers les femmes exige ainsi la prise en considération et la collaboration des normes légales, de la protection et de la justice en parallèle avec les traditions locales.

APAIER LES CONFLITS DE LA TRANSHUMANANCE

Au Niger, la Suisse contribue à sécuriser les couloirs de passage des troupeaux pour réduire les conflits entre les populations nomades et sédentaires.

Favoriser l'essor économique en améliorant la coexistence entre agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades est une priorité du projet d'appui au secteur de l'élevage de la DDC au Niger, un pays vivant essentiellement du secteur agro-pastoral. La transhumance (70 % des troupeaux) engendre des conflits récurrents, parfois meurtriers, et des pertes financières importantes. En cause : la pression sur les ressources naturelles provoquée par l'extension des terres cultivées, la forte croissance démographique et les changements climatiques. Victimes aussi de groupes armés dans le nord, les éleveurs nomades sont contraints de fuir avec leurs troupeaux.

Depuis plusieurs années, la DDC s'engage dans le développement et la sécurisation des espaces pastoraux, y compris dans les zones transfrontalières, en

concertation avec les populations et les autorités locales. Elle soutient la consolidation du code rural et la mise en œuvre de l'ordonnance garantissant le droit à la mobilité pour les populations nomades.

Les résultats sont tangibles : 2000 hectares d'aires pastorales réhabilités, 4000 km de parcours balisés et répertoriés, plus de 100 puits cimentés, et la présence de commissions foncières gérant et prévenant les conflits. Ce dispositif est un modèle du genre à l'échelle du continent.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2016



► *Amérique latine :*

au **Pérou**, les **cadastres du réseau d'eau** et des clients de Paita et de Talara ont été mis à jour et modernisés. De plus, l'eau produite et l'eau consommée ont fait l'objet de mesures et d'analyses plus systématiques, et les fuites ont été identifiées et réparées plus précocement. La communication avec les clients a également été améliorée. Grâce aux mesures du SECO, les pertes ont pu être réduites de 19 % à Paita et de 6 % à Talara entre 2015 et 2016. Durant la même période, les quantités d'eau facturées aux clientes et aux clients ont pu être accrues de 8 et de 10 % respectivement.

► *Afrique :*

alors que le **Tchad**, pays d'Afrique de l'Ouest, souffre de plus en plus de la violence et de l'extrémisme, une lueur d'espoir se fait jour dans le domaine de l'**éducation de base** : en 2016, près de 200 000 enfants, dont presque la moitié de filles, ont pu fréquenter l'une des quelque 800 écoles primaires soutenues par la DDC. Ces chiffres montrent une hausse de 180 % par rapport à l'année précédente. Si ces mesures ont certes contribué à la réduction du taux d'analphabétisme, celui-ci reste supérieur à 70 % et demeure l'un des plus élevés au monde.

► *Afrique :*

dans diverses régions de **Tanzanie**, la DDC a participé à la formation du personnel de santé, afin de renforcer les services de consultations pour futures mamans. Grâce à ces mesures, environ 1,4 million de femmes enceintes ont bénéficié jusqu'en 2016 de **soins de santé complets**. Dans les régions concernées, la mortalité maternelle poursuit une baisse manifeste depuis 2012.

► *Asie centrale :*

au **Tadjikistan**, plus de 13 000 personnes (dont 72 % de femmes) ont fait appel aux **services gratuits d'assistance juridique** et aux services destinés aux victimes de la violence domestique, disponibles depuis 2013. Des personnes démunies ont ainsi pour la première fois requis des aides telles que des allocations pour enfant et le versement d'une retraite, mais aussi fait valoir leurs prérogatives, comme des droits patrimoniaux en cas de divorce ou la scolarisation de leurs enfants.



MÉDECIN DES PLANTES : UN MÉTIER D'AVENIR

Afin de lutter contre les pertes de récoltes liées aux maladies ou aux nuisibles, la Suisse soutient la formation de médecins des plantes.

Un nouveau type d'exposant a vu le jour sur les marchés des localités rurales. Derrière une table sur laquelle trônent une loupe et des photos de légumes malades ou d'insectes nuisibles, des médecins des plantes conseillent les agriculteurs sur leurs récoltes. L'examen par le médecin d'une racine atrophiée ou d'un fruit déformé fournit ainsi à l'agriculteur des connaissances précises sur les maladies de ses cultures et sur la manière de les prévenir et de les traiter.

« Dans de nombreux pays, c'est la première fois que les petits agriculteurs ont accès à un conseil personnalisé et de proximité. »

A l'origine de ces médecins d'un nouveau genre, il y a Plantwise, un programme dirigé par le CABI (Centre for Agriculture and Biosciences International) et soutenu par la DDC. Présent dans 34 pays en voie de développement, il s'apparente à un réseau de santé décentralisé, composé de cliniques établies au niveau local. Il dispense aux conseillers ruraux une forma-

tion de médecin des plantes qui les aide à diagnostiquer les maladies végétales et identifier les insectes ou animaux nuisibles. Dans de nombreux pays, c'est la première fois que les petits agriculteurs ont accès à un conseil personnalisé et de proximité.

A chaque intervention, le médecin des plantes récolte des données relatives aux nuisibles, aux maladies, etc., qui alimentent une base de données mondiale, accessible aux membres du réseau. Ceux-ci peuvent ainsi obtenir des informations essentielles qui permettent une réponse rapide à la propagation des nuisibles et des maladies touchant les principales cultures et contribuent à diminuer les pertes de récoltes. Plantwise coopère aussi avec des laboratoires nationaux et internationaux afin d'apporter une assistance diagnostique supplémentaire.

Le programme a connu un essor fulgurant. En 2011, un an après son lancement, plus de 180 cliniques réparties dans 16 pays étaient fonctionnelles. Aujourd'hui, on en compte plus de 1800. En quelques années, plus de 5000 médecins des plantes ont été formés, prodiguant

des conseils à plus de 4 millions et demi de petits agriculteurs. En 2015, plus de 95 % des bénéficiaires se sont déclarés satisfaits des services proposés et près de 80 % d'entre eux ont appliqué les conseils prodigués puis constaté une augmentation significative de leurs récoltes.

« En quelques années, plus de 5000 médecins des plantes ont été formés, prodiguant des conseils à plus de 4 millions et demi de petits agriculteurs. »

Le 9 mars 2016, le programme Plantwise a été désigné comme vainqueur du prestigieux Prix CAD 2015 de l'OCDE, un prix qui vise à « promouvoir la transposition à une échelle supérieure de certaines innovations permettant de combler des retards importants de développement ».

PRODUCTION BIO SOUS LES TROPIQUES

L'agriculture biologique contribue-t-elle à la sécurité alimentaire dans les régions tropicales? Premiers résultats prometteurs d'un projet de recherche cofinancé par la Suisse.



Comparée aux modes de culture traditionnels, l'agriculture biologique apporte-t-elle aussi des avantages aux paysannes et aux paysans des régions tropicales? Telle est la question à laquelle l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) cherche à répondre avec l'appui de la DDC et en collaboration avec des instituts de recherche dans des pays partenaires d'Afrique.

Au Kenya, par exemple, ces travaux comparent depuis 2007 les cultures biologiques et conventionnelles de maïs et de diverses sortes de légumes. Ils ne se penchent pas seulement sur la qualité et le volume des récoltes, mais étudient également l'impact des différents modes de production sur la fertilité des sols.

Les premiers résultats sont très prometteurs. Après le passage à des méthodes biologiques, le maïs – aliment de base essentiel dans la région, qui peut également être commercialisé – atteint des rendements comparables à ceux des cultures conventionnelles. Les coûts des intrants étant moins élevés pour les produits bio que dans le cas des produits conventionnels, les revenus des paysans augmentent lorsque les rendements sont identiques. S'ils parviennent de plus à vendre le maïs

bio à des prix plus élevés, la reconversion s'avère encore plus avantageuse. L'application de méthodes biologiques a en outre considérablement amélioré la fertilité des sols.

En marge des travaux de recherche, les scientifiques collaborent avec les paysannes et les paysans concernés pour mettre au point des méthodes de gestion pratiques et adaptées au contexte local, telle que la production de compost. En plus d'accroître le rendement, ces méthodes contribuent à accroître encore la fertilité des sols et exercent dès lors une influence positive sur la sécurité alimentaire.

Ces résultats scientifiques probants confirment les arguments de ceux qui préconisent d'ancrer plus solidement les méthodes de culture biologiques et écologiquement durables dans les politiques agricoles appliquées aux niveaux national et international.

« LA RELANCE EN IMAGES » : TÉMOIN DE LA RECONSTRUCTION AU MALI

Au Mali, une exposition photographique dresse le bilan de la situation et redonne de l'espoir à la population.

En lançant le projet « Appui à la relance socio-économique du Nord » (ARSEN) en 2013, la Suisse a compté parmi les premières organisations de développement à démarrer un programme de reconstruction au Mali. Elle apporte ainsi un appui aux habitants de Youwarou, de Nafunké et de Tombouctou, privés de leurs moyens de subsistance par les troubles qui ont agité le pays. Le projet a permis de reconstruire des écoles, des bâtiments publics et des systèmes d'irrigation. Il a bénéficié à quelque 30 000 personnes, dont de nombreux réfugiés et déplacés.

Une fois le projet achevé, des photographes locaux ont immortalisé les habitantes et les habitants dans leur environnement. Ces images témoignent de changements positifs et mettent en évidence l'identité culturelle des populations, tout en illustrant aussi les difficul-

tés qu'elles continuent de rencontrer au quotidien.

Ces clichés ont suscité de vives émotions chez les Maliennes et les Maliens que les problèmes de sécurité empêchent depuis des années de se rendre dans le centre et le nord du pays: « Les photographies nous permettent de plonger dans un quotidien où l'on perçoit du bonheur. C'est une manière différente de présenter les gens qui vivent dans cette crise »,

déclare une visiteuse venue au vernissage. Les images évoquent une vie à nouveau remplie de couleurs et d'odeurs, où l'espoir a retrouvé sa place. Elles attestent également de la volonté de ne pas rester les bras croisés, mais d'œuvrer main dans la main pour faire face au fatalisme et à la pauvreté.

Conçue par Chab Touré, galeriste et professeur d'art célèbre bien au-delà des frontières maliennes, l'exposition itinérante « La relance en images » a sillonné le Mali pendant quatre mois.



MESURER ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ : L'EXEMPLE DU NIGER

Grâce aux recommandations de l'évaluation menée sur son programme d'appui à la qualité de l'éducation au Niger, la DDC a pu considérablement améliorer l'efficacité de son action.

Afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, la coopération internationale de la Suisse a mis en place des mécanismes de contrôle qui accompagnent ses programmes tout au long de leur déploiement et en mesurent l'efficacité. Parmi les mesures de gestion de résultats de la DDC, les évaluations internes et externes permettent ainsi de corriger les actions menées sur place et d'augmenter la portée des projets présents et futurs.

« Lancé en 2011, le programme d'appui à la qualité de l'éducation de la DDC au Niger a été adapté conformément aux résultats de l'évaluation externe menée en 2014. »

Chaque année, la DDC réalise plus de 100 évaluations de projets portant sur l'ensemble de ses activités, avec le concours d'experts externes. Une analyse a montré que 80 à 85 % des projets de la DDC ayant fait l'objet d'une évaluation sont satisfaisants, voire très bons. Pour les 15 à 20 % restants, la DDC a pu prendre des mesures correctives, redéfinir les activités ou les objectifs, ou même interrompre certains projets.

Lancé en 2011, le programme d'appui à la qualité de l'éducation de la DDC au Niger a été adapté conformément aux résultats de l'évaluation externe menée en 2014. Celle-ci a permis de mettre en lumière les forces et les faiblesses du projet et de déterminer le potentiel d'amélioration. Actuellement dans sa phase II, le programme vise à augmenter la qualité du système éducatif nigérien. En effet, si le taux brut de scolarisation progresse au Niger, plus de 80 % des enfants quittent encore l'école sans détenir les compétences scolaires fondamentales, notamment en mathématiques et en français. Grâce au programme, 4500 élèves-maîtres ont été formés et 13400 enseignants ont suivi une formation continue.

L'implication de l'ensemble des acteurs éducatifs

L'évaluation a démontré que le seul appui à la formation des enseignants – qui constituait la priorité du projet – n'était pas suffisant pour obtenir des effets pertinents sur l'apprentissage des élèves. Dès lors, le programme a été modifié afin d'impliquer l'ensemble des acteurs éducatifs dans une démarche systémique d'amélioration de la qualité de l'éducation. Ainsi aujourd'hui, on dénombre l'implication effective de 22 communes avec environ 300 comités de gestion décentralisée de l'école faisant intervenir directement les structures décentralisées et les parents dans la gestion scolaire et le suivi des enseignants. Un contrat est signé directement avec les acteurs du terrain (directions régionales, communes, écoles normales d'instituteurs) pour augmenter leur responsabilisation.

La contribution au Fonds commun de l'éducation

Une autre faiblesse identifiée lors de la mesure de l'efficacité du programme concernait l'insuffisante implication de la DDC dans les réflexions sur les orientations du Niger en matière d'éducation. Afin d'appuyer de manière plus efficace l'État nigérien dans sa politique nationale, la DDC participe alors depuis 2014 au Fonds commun pour la qualité de l'éducation, en lien avec le Partenariat Mondial pour l'Education et l'Agence Française de Développement.

« Grâce au programme, 4500 élèves-maîtres ont été formés et 13400 enseignants ont suivi une formation continue. »

Ce fonds comptabilise 100 millions de dollars, avec une contribution à hauteur de 5 millions de francs suisses de la DDC. Cette implication positionne la Suisse

comme un acteur essentiel: « Nous essayons au travers de notre dialogue politique de renforcer la qualité du système éducatif nigérien et d'introduire des alternatives éducatives adaptées au contexte », explique Chantal Nicod, cheffe de la Division Afrique occidentale de la DDC.

« La prise en compte des impératifs sécuritaires s'est alors transcrite par une réorientation de l'engagement de la DDC vers un programme d'urgence en coopération avec l'Aide humanitaire suisse. »

L'adaptation à la situation sécuritaire

L'évaluation de 2014 a également mis en évidence la nécessité d'adapter le programme à la situation d'urgence de la région de Diffa, à l'est du Niger. Le changement climatique et la présence de groupes armés sont la cause de crises alimentaires et d'importants déplacements: dans la région de Diffa, des milliers d'enfants réfugiés ou déplacés ne sont pas scolarisés.

La prise en compte des impératifs sécuritaires s'est alors transcrite par une réorientation de l'engagement de la DDC vers un programme d'urgence en coopération avec l'Aide humanitaire suisse. Le programme apporte un soutien particulier aux écoles d'accueil des enfants déplacés et aux structures régionales de gestion de l'éducation. Des classes mobiles ont ainsi été installées pour assurer un accès sécurisé des enfants à l'école. Grâce au programme, 10000 enfants déplacés ont pu être rescolarisés.



Le programme d'appui à la qualité de l'éducation au Niger contribue à améliorer l'accès des filles à l'école.



Dans la région de Diffa, le programme permet un soutien particulier aux écoles d'accueil des enfants déplacés.

PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES

DDC ET SECO 2016

DDC		2016	2015		SECO		2016	2015		Contribution à l'élargissement de l'UE DDC/SECO	
Pays et régions prioritaires Sud		Mio CHF	Mio CHF		Pays prioritaires Sud		Mio CHF	Mio CHF			
Afrique subsaharienne	Grands Lacs ¹	34.0	32.2	1	Afrique subsaharienne	Ghana	11.9	17.3	11	Europe de l'Est et CEI	
	Afrique australe ²	26.1	29.0	2	Afrique du Sud	7.2	11.8	12	Pologne		
	Tanzanie	26.1	26.3	3	Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Tunisie	7.9	13.3	3		Lituanie
	Corne de l'Afrique ³	23.4	21.7	4	Égypte	3.3	7.8	4	Hongrie		
	Mozambique	22.4	28.8	5	Amérique latine	Pérou	17.6	19.5	5		Roumanie
	Mali	22.0	22.0	6	Colombie	15.8	10.1	6	Slovaquie		
	Niger	21.4	22.6	7	Asie	Vietnam	31.2	18.2	6		République tchèque
	Tchad	21.0	18.8	8	Indonésie	23.8	16.6	7	Bulgarie		
	Bénin	20.8	18.6	9					Lettonie		
	Burkina Faso	20.2	21.3	10					Estonie		
								Chypre			
Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Afrique du Nord ⁴	15.2	19.0	1					Slovénie		
	Territoire palestinien occupé	15.0	14.6	2					Malte		
Amérique latine	Amérique centrale ⁵	35.8	37.4	1	DDC Aide humanitaire		2016	2015			
	Bolivie	21.3	29.4	2	Régions principales d'intervention		Mio CHF	Mio CHF			
	Cuba	13.7	9.3	3	Afrique subsaharienne	Corne de l'Afrique ⁸	20.1	28.4	A		
	Haïti	7.1	6.3	4	Soudan du Sud	19.4	24.9	B			
Asie	Mékong ⁶	68.7	65.5	1	Lac Tchad ⁹	19.0	13.9	C			
	Népal	40.9	38.7	2	Grands Lacs ¹⁰	11.9	11.2	D			
	Hindou Kouch ⁷	35.8	38.9	3	Soudan	8.6	13.3	E			
	Bangladesh	27.3	30.9	4	République centrafricaine	6.4	9.2	F			
	Mongolie	20.7	23.3	5	Mali	6.1	6.9	G			
				Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Moyen-Orient ¹¹	59.7	89.2	H			
					Territoire palestinien occupé	11.8	12.0	I			
					Afrique du Nord ¹²	11.8	14.4	J			
					Yémen	9.2	10.9	K			
				Amérique latine	Colombie	11.1	11.3	L			
					Haïti	10.8	8.5	M			
				Asie	Hindou Kouch ⁷	12.4	9.9	N			
					Myanmar	12.3	13.1	O			
					Corée du Nord	11.5	9.4	P			

¹ Burundi, Congo (Rép. Dém.), Rwanda

² Afrique du Sud, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

³ Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Yémen

⁴ Égypte, Libye, Maroc, Tunisie

⁵ Honduras, Nicaragua

⁶ Cambodge, Laos, Myanmar, Vietnam

⁷ Afghanistan, Pakistan

⁸ Djibouti, Éthiopie, Kenya, Somalie

⁹ Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad

¹⁰ Burundi, Congo (Rép. Dém.)

¹¹ Iraq, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie

¹² Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Tunisie

¹³ Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan

¹⁴ Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie

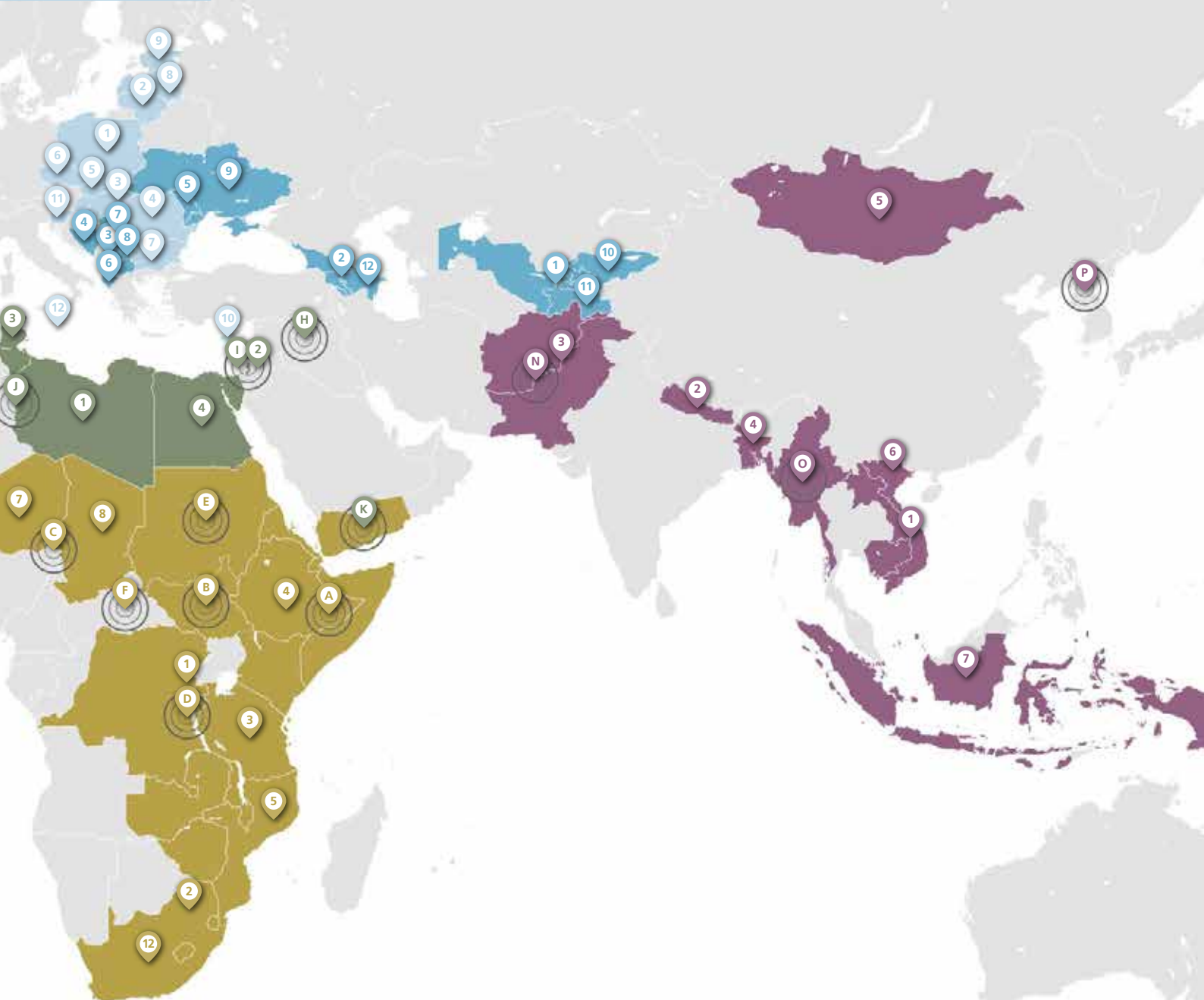
	2016 Mio CHF	2015 Mio CHF	
	87.4	73.6	1
	17.1	9.5	2
	13.2	22.6	3
	12.9	18.3	4
	12.8	20.1	5
Europe	12.7	13.8	6
	5.9	5.4	7
	3.8	5.2	8
	3.2	6.0	9
	1.5	0.4	10
	0.2	1.9	11
	-	0.3	12

DDC
Pays et régions prioritaires Est

	2016 Mio CHF	2015 Mio CHF	
Europe de l'Est et CEI			
Asie centrale ¹³	30.8	34.0	1
Caucase du Sud ¹⁴	17.7	17.2	2
Kosovo	17.0	14.7	3
Bosnie et Herzégovine	13.8	13.9	4
Moldova	13.0	12.8	5
Albanie	12.5	11.6	6
Serbie	12.2	12.0	7
Macédoine	10.7	10.9	8
Ukraine	8.7	8.7	9

SECO
Pays prioritaires Est

	2016 Mio CHF	2015 Mio CHF	
Europe de l'Est et CEI			
Ukraine	14.8	10.4	9
Macédoine	10.7	4.9	8
Serbie	10.0	3.6	7
Kirghizistan	8.4	12.6	10
Albanie	7.8	8.9	6
Bosnie et Herzégovine	7.1	7.8	4
Tadjikistan	5.3	14.0	11
Kosovo	5.1	8.9	3
Azerbaïdjan	2.7	1.1	12





Scène de bureaucratie au sein des autorités régionales de San Martín, au Pérou. Le Pérou est un pays prioritaire de la coopération et du développement économiques du SECO. Ces dernières années, l'économie du pays a suivi une croissance constante, mais les disparités économiques et sociales, une faible compétitivité et la fragilité des institutions étatiques placent le Pérou face à des défis de taille. Par son appui, le SECO favorise surtout le développement des structures économiques, la compétitivité du secteur privé et l'accès aux services publics. Entre 2017 et 2020, le SECO prévoit de consacrer quelque 70 millions de francs à sa coopération au développement économique avec le Pérou.

AU PÉROU, LA RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES STIMULE LA CROISSANCE

Dans sa coopération internationale, la Suisse mise sur une croissance économique durable pour lutter contre la pauvreté. L'exemple du Pérou montre ainsi que des finances publiques solides et bien administrées contribuent autant à cette croissance qu'un environnement économique favorable.

Le Pérou affiche depuis quelques années une croissance économique remarquable, qu'il doit avant tout à l'essor du commerce des matières premières. Dans le même temps, le pays édifie avec détermination et un succès remarquable un système qui lui permet de gérer ses finances publiques de façon efficace et transparente. Ces différents facteurs ont sensiblement accru la marge de manœuvre financière du Pérou, dont profite aussi la population des régions reculées du pays: nouvelles écoles et nouveaux dispensaires, investissement dans l'assainissement et l'élimination des déchets ou encore construction et entretien du réseau routier. En l'espace de quelques années, le Pérou est ainsi passé du statut de pays en développement à celui de pays émergent dynamique. Actuellement, il compte même parmi les rares pays d'Amérique latine dont les caisses de l'État dégagent régulièrement un excédent.

Que faire pour bien gérer les finances publiques ?

Les experts sont unanimes pour affirmer que des finances publiques saines jouent un rôle décisif dans l'évolution positive d'un pays: les recettes et les dépenses doivent être planifiées de manière durable, les dettes administrées avec soin, les achats publics, les comptes et les rapports présentés en toute transparence et les contrôles internes et externes organisés de manière fiable. Il y a une dizaine d'années, le SECO a commencé à soutenir le

Pérou sur cette voie. À l'époque, le pays a entrepris de soumettre la gestion des fonds publics à un examen et a eu recours à l'outil d'analyse « Dépenses publiques et responsabilité financière » (PEFA), conçu par le SECO. Cet outil permet de mesurer la qualité de l'administration des finances publiques et d'identifier ses faiblesses: Quelles sont la crédibilité et la transparence du budget de l'État? Les budgets annuels se fondent-ils sur des objectifs politiques clairement définis? Les dépenses publiques sont-elles planifiées et vérifiées avec soin?

De nouvelles prestations pour tous grâce à un programme de réforme durable

En 2011, le Pérou a lancé un vaste programme de réforme et bénéficié en cela de l'appui de la Suisse, de l'UE, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Les réformes prévues visent à améliorer la discipline fiscale du secteur économique et de la population, à assurer une allocation stratégique des ressources et à fournir des prestations publiques répondant mieux aux besoins des citoyennes et des citoyens, de même qu'à ceux des entreprises. Ce faisant, le gouvernement rend davantage compte de ses activités à la population: la traçabilité des dépenses publiques doit être garantie en tout temps, ce qui accroît la prévisibilité des ressources financières. Les citoyennes et les citoyens tendent ainsi à faire davantage confiance à l'État et sont plus enclins à payer leurs impôts.

Après l'État central, au tour des départements et des communes

Parallèlement aux réformes du gouvernement central, le SECO soutient des projets dans différentes régions du Pérou. Outre les ministères de la capitale, 26 administrations départementales et 1834 administrations communales sont impliquées dans la gestion du budget national péruvien. Inclure tous ces acteurs dans un même programme de réforme constitue une véritable prouesse.

« Le programme du SECO forme des acteurs régionaux pour qu'ils soient à même d'appliquer fidèlement les lois nationales. »

Les activités consistent actuellement à recourir aux analyses PEFA afin d'identifier les faiblesses et les points forts des finances publiques aux niveaux régional et local, puis à mettre en œuvre des processus de réforme et des plans d'action. Le programme du SECO forme des acteurs régionaux pour qu'ils soient à même d'appliquer fidèlement les lois nationales, aussi bien dans les

contrôles financiers que dans la planification budgétaire.

En 2016, douze universités ont pour la première fois acquis des connaissances dans le domaine budgétaire et transmettent désormais ce nouveau savoir à leurs étudiants. C'est là un travail innovant, qui renforce la durabilité des activités. La corruption dans l'administration publique étant largement répandue au niveau local, le programme comprend également un module de formation destiné aux juges et aux procureurs locaux. Si les premiers essais sont une réussite, les nouveaux instruments mis au point seront introduits à l'échelle nationale.

La volonté d'assurer la bonne santé des finances de l'État vise finalement à financer des prestations publiques efficaces: même dans les régions reculées, un enfant ou une femme enceinte devraient pouvoir consulter rapidement et aisément un médecin. De même que des élèves des villages éloignés de la capitale ne devraient pas avoir à répéter une année scolaire simplement parce que les enseignants ou les salles de classe font défaut.



Révision d'un plan opérationnel lors d'une rencontre avec les fonctionnaires des autorités régionales de La Libertad.

Les réformes se poursuivent

En juin 2016, les Péruviennes et les Péruviens ont élu un nouveau président : Pedro Pablo Kuczynski. Son gouvernement prévoit d'investir davantage encore dans les infrastructures et de hisser le Pérou parmi les cinquante pays les plus compétitifs du monde. Le programme du SECO se poursuit, mais il est important de consolider la confiance du nouveau régime, afin d'assurer la continuité des activités. Or, cela prend du temps et exige un dialogue suivi.

« Grâce à l'appui de la Suisse et des autres donateurs, le Pérou a professionnalisé sa politique financière. Sa population bénéficie de prestations plus nombreuses et de meilleure qualité. »

Grâce à l'appui de la Suisse et des autres donateurs, le Pérou a professionnalisé sa politique financière. Sa population bénéficie de prestations plus nombreuses et de meilleure qualité. Il n'est cependant pas toujours possible de prouver le lien de cause à effet entre les réformes et les progrès accomplis. De nombreux facteurs différents sont en effet en jeu et un quart des près de 30 millions de Péruviennes et de Péruviens continuent de vivre dans la pauvreté. Si la solidité des finances publiques ne garantit pas de bonnes prestations de l'État, elle constitue néanmoins une condition essentielle pour que ces prestations soient non seulement fournies, mais aussi contrôlées. C'est là un facteur important pour créer un contexte économique favorable et piloter l'éco-



Un médecin examine une fillette à Abancay, au Pérou. Des finances publiques saines permettent de financer des services publics efficaces.

nomie. Une fois ces conditions réunies, des pays comme le Pérou sont ensuite mieux à même de relever des défis tels qu'une crise économique et financière ou les effets du changement climatique.

Le programme mené au Pérou illustre la manière dont le SECO aide ses pays partenaires à instaurer un contexte économique stable, facteur déterminant d'une croissance durable. Outre la mise en place d'institutions et de prestations efficaces, il soutient des activités qui créent des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et qui renforcent le commerce et la compétitivité ainsi qu'une économie à faibles émissions de carbone.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

- Stabilité financière et bonne gouvernance
- Croissance durable du commerce
- Développement du secteur privé et des services financiers
- Infrastructures et développement urbain

Une croissance économique soutenue est indispensable pour réduire la pauvreté et les inégalités. Or le secteur privé est le principal moteur de cette croissance. L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale leur ouvre des débouchés ainsi que l'accès à des sources d'investissements.

Dans les pays partenaires, la Suisse encourage une croissance économique durable fondée sur une assise solide. A cet effet, elle concentre ses activités sur les domaines suivants : gestion des moyens publics, conditions régissant les investissements privés, stabilité du secteur financier, financement du service public, infrastructures, exploitation des ressources, libéralisation du commerce et marché du travail.

PLUS DE TRANSPARENCE DANS LE SECTEUR DES MATIÈRES PREMIÈRES

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) exige plus de clarté dans le secteur des matières premières et freine l'évasion fiscale.



La Suisse aide ses pays partenaires à mobiliser davantage leurs ressources financières et à mieux les exploiter. Ces efforts visent notamment à endiguer l'évasion fiscale et l'évitement fiscal dans le secteur des matières premières.

Soutenue par le SECO et la DDC, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) offre un moyen d'y parvenir. Cette initiative dote le secteur des matières premières d'une norme universelle de transparence, qui est appliquée par

50 États. Ceux-ci s'engagent par exemple à publier ouvertement les impôts et les paiements versés par les entreprises aux gouvernements. La comparaison de ces montants avec ceux des recettes publiques permet d'identifier et d'empêcher les flux financiers illégaux.

La Suisse est représentée au sein du conseil d'administration de l'ITIE et soutient l'initiative en lui versant une contribution directe ainsi qu'en réalisant des programmes bilatéraux afin d'appliquer la norme de transparence dans ses pays prioritaires. Elle soutient par ailleurs un centre régional de formation que l'ONG internationale Natural Resource Governance Institute (NRGI) a créé dans une université de Bakou (Azerbaïdjan). Des représentantes et des représentants d'administrations nationales, de médias, de la société civile et de l'économie privée des pays de la région sont formés à demander les informations pertinentes en lien avec l'ITIE et à les interpréter.

UN CIMENT RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

La Suisse, l'Inde et Cuba mettent au point un type de ciment dont la production émet moins de CO₂ que celle du ciment traditionnel.

La fabrication de ciment est responsable de 5 à 8 % des émissions de gaz à effet de serre produites par l'activité humaine. Compte tenu des énormes besoins en infrastructures, en particulier dans des pays émergents tels que l'Inde, la Chine ou le Brésil, la demande mondiale de ciment devrait doubler d'ici à 2050. Cette évolution ira donc de pair avec une hausse massive d'émissions de gaz à effet de serre, nocives pour le climat.

La DDC soutient la mise au point d'un nouveau type de ciment baptisé LC3 (limestone calcined clay cement). Les émissions de CO₂ engendrées par sa production sont jusqu'à 30 % inférieures à celles du ciment traditionnel, de sorte qu'il pourrait apporter une contribution de taille à la lutte contre le changement climatique. Le LC3 a été mis au point dans le cadre d'un partenariat de recherche financé par la

DDC et mené entre l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et des universités indiennes et cubaines.

À terme, il est prévu de proposer le LC3 sur les marchés du ciment qui connaissent une forte demande. C'est dans cette perspective que la DDC et l'équipe du projet collaborent avec des représentantes et des représentants de l'industrie du ciment. Une étape importante consistera à faire homologuer le nouveau type de ciment par les services compétents.

En parvenant à convaincre le secteur concerné des avantages de ce nouveau ciment, il sera possible de réduire considérablement les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Concrètement, cela représente 400 millions de tonnes de CO₂ par an, soit l'équivalent de 1 % des émissions mondiales ou huit fois les émissions de la Suisse.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2016



► *Amérique latine :*

s'inscrivant dans le soutien que le SECO apporte à l'agenda national 2014–2018 de la concurrence au **Pérou**, le programme Secompetitivo a contribué en 2016 à créer 68 **emplois** et à en maintenir 3124. Il s'agit en particulier de postes de travail dans les chaînes de production du cacao, de la banane et du quinoa. Le programme Secompetitivo a développé les qualifications des bénéficiaires et leur a fourni un appui technique.

► *Asie :*

en 2016, le délai d'enregistrement de nouvelles entreprises a été réduit de cinq à trois jours au **Vietnam**. Au total, 91765 entreprises ont été fondées durant cette période. Le gouvernement considère ce chiffre comme un résultat record de la réforme nationale de l'administration et de la promotion de la **cyberadministration**. L'intégration d'informations juridiquement contraignantes dans la base de données du système national d'enregistrement des entreprises a nettement amélioré la transparence.

► *Asie centrale :*

en 10 ans, la Suisse a appuyé des **associations d'utilisateurs d'eau** et des petits paysans sur plus de 106 000 hectares en **Ouzbékistan**, au **Tadjikistan** et au **Kirghizistan**. Les pertes d'eau dans les canaux principaux ont été réduites de moitié, passant de 25 à 13 %. Le besoin en eau par hectare a été réduit de 50 % au Tadjikistan et de 18 % en Ouzbékistan. La productivité des cultures a été augmentée de plus de 20 % dans les régions appuyées par la Suisse en comparaison avec des régions sans appui suisse. Les conflits entre agriculteurs pour l'accès à l'eau ont également pu être réduits substantiellement, grâce à une meilleure organisation.

► *Défis globaux :*

la Suisse participe au financement du Fonds vert pour le climat (GCF) et siège au sein de son conseil exécutif. Ce fonds a été créé pour faire face au changement climatique en investissant dans un **développement à faibles émissions de carbone** et résilient au changement climatique. En 2016, les financements approuvés ont totalisé 1,3 milliard de dollars. Le fonds vise à renforcer la participation du secteur privé afin de mobiliser davantage de ressources financières.



Le projet de la DDC aide les jeunes issus de milieux défavorisés à devenir économiquement indépendants en produisant des framboises, fruits traditionnellement cultivés dans le sud-ouest de la Serbie. Le but est de mettre au point et d'appliquer des changements systématiques dans ce secteur afin d'impliquer les jeunes et les personnes sans emploi dans le marché de la framboise. La Suisse soutient la Serbie sur la voie de l'intégration européenne en contribuant à sa transition démocratique, à la compétitivité de son économie et à l'intégration sociale des groupes défavorisés. Son appui vise en particulier la gouvernance locale, le développement économique, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

DES SECTEURS CLÉS POUR L'EMPLOI

La récente crise économique a eu des conséquences importantes sur le marché du travail en Serbie, notamment chez les jeunes. Avec l'objectif de créer de nouveaux emplois, la Suisse appuie des secteurs de l'économie au fort potentiel de croissance.

Avec la chute du PIB, l'augmentation de la dette publique et du chômage ainsi que le renforcement des inégalités sociales, la crise économique de 2008 a laissé des séquelles considérables sur le pays, qui poursuit aujourd'hui sa lente convalescence. Malgré des signes encourageants de relance, le taux de chômage reste important. Trouver un travail et gagner un salaire suffisant pour vivre demeurent encore des défis de taille pour de nombreuses personnes dans les régions rurales du sud et sud-ouest, qui encourent bien souvent le risque de sombrer dans la pauvreté. Les jeunes et les femmes sont les premières victimes de cette situation : en 2013 ils représentaient plus de la moitié de la population sans emploi. Dans ce contexte, le SECO et la DDC soutiennent des projets visant à créer de nouvelles perspectives d'emplois et de revenus dans des secteurs stratégiques pour l'économie serbe.

Renforcer les entreprises locales

En Serbie, les entreprises établies n'exploitent pas leur potentiel de croissance et de nombreuses start-up déposent leur bilan peu de temps après leur création. En effet, les entreprises serbes ont difficilement accès, dans leur propre pays, au savoir-faire, aux capitaux d'investissement et aux services nécessaires à leur développement. Pour remédier à cette situation, le programme de soutien à l'entrepreneuriat du SECO contribue à la mise en place d'un contexte local qui leur soit favorable. Les nombreuses mesures du programme visent à augmenter à long terme les chances de succès des entrepreneurs. À cet effet, le SECO renforce les dispositifs de soutien locaux existant

en Serbie et travaille avec des incubateurs, des investisseurs, des mentors, des médias et la diaspora serbe. En 2016, le programme a bénéficié à 90 entreprises serbes.

Le tourisme : un secteur en expansion

En Serbie, le tourisme est un secteur clé de l'économie, qui génère plus d'un emploi sur dix. Les destinations d'hiver du sud-ouest du pays, fréquentées principalement par des touristes locaux contribuent à faire vivre un grand nombre d'entreprises et d'employés. En vue de développer davantage la région et de remédier aux faiblesses du secteur, la DDC soutient un projet mis en œuvre par une agence locale dans 25 municipalités de quatre districts peu développés. Les priorités sont données à la promotion de nouveaux lieux touristiques ainsi qu'à la création ou à l'amélioration de formations pour le personnel. Armé de connaissances solides orientées vers la pratique, celui-ci pourra assurer des prestations de meilleure qualité. Les dates de vacances scolaires ont en outre été adaptées, afin d'attirer familles et touristes plus longtemps et profiter d'une saison d'hiver allongée. Par effet de levier, l'augmentation du nombre de vacanciers dans la région contribue au développement du tourisme : au cours de la saison hivernale de 2016, 636 nouveaux emplois (6 % de plus par rapport à l'année précédente) ont vu le jour et le salaire des employés a augmenté de près d'1,73 million de francs suisses (20 % de plus par employé). Les PME du secteur touristique ont également enregistré une hausse de leur profit et ainsi bénéficié de la prolongation de la saison.

Soutenir les jeunes dans le secteur des produits traditionnels

La DDC est également active dans le domaine des produits traditionnels. L'alimentation est au centre de son action, avec le soutien à la production laitière, la culture de fruits et la récolte de miel. Un accent est mis sur la production de framboises, qui s'étend sur 11 000 hectares (7% des terres exploitées pour la culture de fruits) dans l'ouest du pays. En Serbie, près de 100 000 tonnes de framboises sont exportées (22% des fruits exportés), faisant du pays le premier exportateur mondial de framboises.

«Les nombreuses mesures du programme visent à augmenter à long terme les chances de succès des entrepreneurs.»

Malgré ce potentiel évident, le secteur des framboises est mis en péril depuis quelques années par l'accès insuffisant aux technologies agricoles modernes, la coopération insatisfaisante entre les petits producteurs et les acheteurs ainsi que le refus de passation des producteurs âgés envers les

jeunes générations. Démarrer une nouvelle affaire agricole est une entreprise complexe : la production de framboises nécessite un savoir-faire indispensable qui permet d'éviter des erreurs parfois fatales pour la longévité des cultures, ce qui pousse les acheteurs à ne négocier qu'avec des producteurs expérimentés. Le manque de moyens est également souvent rédhibitoire à l'entrée des jeunes dans le secteur.

Pour contribuer au démarrage de nouvelles exploitations et créer de l'emploi pour les jeunes, le projet facilite alors la collaboration plus directe entre l'acheteur et le producteur. De cette façon, le premier est en mesure de fournir les fonds nécessaires, tandis que le second bénéficie d'un meilleur contrôle de la qualité du produit. Grâce à ce projet, 519 jeunes au chômage, dont environ un quart de femmes, ont obtenu des vergers de framboises sur 100 hectares. Une jeune agricultrice témoigne sur son expérience : «J'étais au chômage. Notre famille n'avait jamais fait pousser de framboises auparavant. Je suis ravie d'avoir eu cette opportunité.». Elle conclut avec optimisme : «L'année prochaine, j'ai bien l'intention de doubler le nombre de plantations.».

LA CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Par le biais de la contribution à l'élargissement, la Suisse apporte un appui aux 13 États qui ont adhéré à l'Union européenne (UE) en 2004. Une évaluation indépendante atteste des bons résultats obtenus par la DDC et le SECO, qui sont chargés de mettre en œuvre la contribution suisse. Au total, 79% des projets ont reçu la mention «bien», voire «très bien», et aucun projet n'a été jugé insuffisant. Selon le rapport, les quelque 300 projets ont un impact positif sur le développement économique et social des 13 États partenaires. Dans la grande majorité des cas, les objectifs ont été atteints, voire dépassés. L'évaluation recommande néanmoins d'accroître l'efficacité de cette coopération, en optimisant la concentration thématique et géographique.

La version intégrale du rapport est accessible sur :
www.contribution-elargissement.admin.ch.





La prolongation de la saison d'hiver a accru le nombre de visiteurs et profité au secteur touristique.

DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ

- Consolidation des parlements, démocratisation et réforme de l'Etat
- Promotion de l'administration locale
- Déploiement de l'économie de marché

La Suisse soutient la transition des pays du Sud et de l'Est vers des systèmes démocratiques et sociaux fondés sur l'Etat de droit et l'économie de marché, et dotés d'administrations locales de proximité. La promotion de la démocratie vise en priorité à renforcer les parlements, le système judiciaire et la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et sa prévention occupant à ce titre une place particulière. Dans son engagement en faveur de la transition, la Suisse s'attache également à améliorer le contexte dans lequel évolue le secteur privé.

ACCOMPAGNER LA FUSION DES COMMUNES

En Arménie, la fusion des communes est nécessaire pour améliorer la qualité des services publics. Cependant, ce processus fait l'objet d'inquiétudes de la part de la population.



La structure territoriale et administrative de l'Arménie est très fragmentée : la moitié des 915 communes du pays compte moins de 1000 habitants. La petite taille des communes limite leur capacité à générer des recettes suffisantes, à fournir

puis entretenir les infrastructures publiques ainsi qu'à soutenir le développement économique et social local. Face à ces défis, le gouvernement arménien a lancé une grande réforme administrative et territoriale pour réduire le nombre de

communes à 250. Ce processus de fusion suscite au sein de la population la crainte d'une perte d'identité, notamment dans les petites communes. La Suisse accompagne alors les communes concernées en introduisant un système d'information et de gestion des données électroniques permettant d'améliorer la fourniture de services publics. Grâce à ce nouveau système, 740 000 habitants (25 % de la population) bénéficient de services plus efficaces et de meilleure qualité. La DDC soutient également la mise en place de nouveaux systèmes de gouvernement et le développement du rôle des femmes dans les gouvernements locaux. Avec l'aide de la Suisse et d'autres partenaires, 140 communes ont fusionné à ce jour pour former 18 communautés élargies qui rassemblent 165 000 habitants et profitent d'une meilleure prestation de services. Ainsi, malgré les inquiétudes de départ, les populations concernées ont réagi positivement à la fusion de leur commune.

DES TRANSPORTS PLUS RAPIDES ET PLUS PROPRES À HÔ CHI MINH-VILLE

Hô Chi Minh-Ville est confrontée à un problème croissant en matière de transports. Une ligne de bus cofinancée par la Suisse devrait permettre à la ville de s'engager sur une nouvelle voie.

Le SECO soutient à Hô Chi Minh-Ville un projet qui vise à construire et à exploiter une ligne de transit rapide pour les bus. Ce nouveau service devrait profiter non seulement aux usagers, mais aussi aux riverains. Il doit de plus être attractif pour les investisseurs et s'intégrer parfaitement au réseau des transports publics. Pour atteindre ces objectifs, les institutions compétentes de la ville bénéficieront d'une formation et de conseils en matière d'urbanisme et de planification durable des transports.

À l'instar de nombreuses métropoles d'Asie, Hô Chi Minh-Ville est confrontée à un sérieux problème de trafic. En l'absence de réseaux fiables de transports publics, les embouteillages se multiplient et la pollution de l'air s'aggrave. Compte tenu de la croissance économique, la part

des transports privés va probablement encore augmenter. Or, une telle évolution menace le fonctionnement et la compétitivité de toute la ville.

La nouvelle ligne de transit des bus s'inscrit dans le cadre de l'extension du réseau des transports publics prévue à Hô Chi Minh-Ville. Elle doit stimuler le développement économique de la ville et réduire la pollution de l'environnement. Le projet est financé par le SECO et la Banque mondiale.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2016



► *Europe de l'Est :*

depuis 2012, le programme suisse soutient le gouvernement [bulgare](#) dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale pour l'**intégration des populations roms**. Celle-ci cherche à améliorer les conditions de vie de ces groupes vulnérables, à travers notamment un meilleur accès aux services éducatifs et médico-sociaux, et à renforcer leur participation dans les affaires publiques. Ainsi, grâce à l'extension de l'école primaire du quartier rom de la municipalité de Burgas, 200 enfants peuvent aller à l'école maternelle et accroître leur potentiel et leur intégration scolaires.

► *Europe de l'Est :*

la stratégie de la DDC, qui consiste à orienter davantage le **système de formation professionnelle** sur les besoins des employeurs potentiels et à promouvoir l'offre de l'orientation et des placements professionnels, a porté ses fruits dans les Balkans occidentaux: quelque 16 000 jeunes ont pu intégrer le marché de l'emploi, toujours très tendu, de [Bosnie et Herzégovine](#). Les diverses mesures ont été élaborées et mises en œuvre en collaboration étroite avec les autorités compétentes, des agences de placement publiques et privées ainsi qu'avec les entrepreneurs.

► *Proche-Orient et Moyen-Orient :*

le SECO soutient dans la **région MENA** la mise en place de **chaînes locales de création de valeur** ainsi que le commerce de spécialités locales protégées par une appellation d'origine contrôlée (AOC). Entre mars 2015 et septembre 2016, plus de 1500 Tunisiens ont suivi une formation sur des sujets tels que les avantages de la certification AOC, l'amélioration de la production et de la gestion, la production de spécialités (harissa, confiture, sirop, etc.), la culture de figuiers ou la garantie de la qualité. Au Maroc, un premier concours, inspiré du concours suisse des produits du terroir organisé dans le Jura, a réuni plus de 350 produits locaux.

► *Amérique latine :*

au [Nicaragua](#), 15 000 jeunes (dont 66% de jeunes femmes) ont suivi un **programme de formation professionnelle** de la DDC. En l'espace d'une année, près de la moitié de ces participants ont trouvé un emploi salarié ou sont devenus indépendants. Ce faisant, ils ont gagné un revenu supérieur au salaire minimum légal en vigueur dans le pays.



Ces jeunes Népalais suivent une formation professionnelle qui accroîtra leurs chances de trouver un emploi décent et durable. Au Népal, 500 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. La plupart d'entre eux (80%), n'ont pas suivi de formation professionnelle ni achevé leur scolarité, ce qui les défavorise dans la recherche d'un emploi. En l'absence de système officiel de formation professionnelle, nombre de jeunes travaillent comme ouvriers non qualifiés, demeurent sans emploi ou sous-employés ou choisissent d'émigrer pour trouver de meilleures conditions de travail. La DDC a créé l'Employment Fund Nepal en collaboration avec le gouvernement népalais et d'autres partenaires, afin de favoriser la formation des personnes jeunes et défavorisées.

LE LIEN STRATÉGIQUE ENTRE MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Des millions de personnes quittent leur domicile en quête de sécurité, d'emploi et d'un avenir meilleur. La Suisse soutient les efforts visant à rendre la migration aussi propice que possible au développement et à réduire la pression migratoire en créant des perspectives sur place.

L'année 2016 a été rythmée par de vastes flux de migrants et de réfugiés. Pour de nombreuses personnes, l'insécurité qui caractérise la fuite représente un moindre mal par rapport aux dangers qu'ils courent dans leur patrie: conflits armés, extrémisme violent, violations des droits de l'homme, fragilité des structures étatiques, pauvreté et absence de perspectives. Souvent, ces personnes n'ont pas d'autre choix que de quitter leur domicile en emportant le peu de biens qu'ils peuvent transporter. Selon les estimations des Nations Unies, plus de la moitié d'entre eux sont des enfants et des adolescents. Par ailleurs, plus de 85 % des réfugiés vivent dans des pays émergents et en développement.

Les grandes vagues de migrants et de réfugiés placent également la Suisse face à d'importants défis, tant en matière de politique migratoire et d'asile qu'en ce qui concerne sa politique de développement. Le Parlement a dès lors décidé qu'un lien stratégique plus fort devait associer la coopération internationale et les intérêts migratoires de la Suisse dans le cadre de la mise en œuvre du message 2017–2020. La DDC devra ainsi à l'avenir concentrer davantage encore ses activités sur les pays d'origine des migrantes et des migrants et s'attaquer de manière plus ciblée aux causes qui poussent les populations à fuir ou à émigrer. Le SECO devra, lui aussi, continuer ses efforts pour le développement d'une croissance durable et inclusive dans ses pays partenaires, la création d'emplois et l'amélioration des perspectives sur place.

L'engagement de la Suisse sur place

En ce qui concerne les migrations, la Suisse s'est en priorité attachée en 2016 à prévenir les déplacements forcés, à protéger la population sur place et à promouvoir l'autonomie économique et sociale des déplacés. Elle a eu recours à divers instruments de la coopération internationale afin de s'attaquer aux raisons qui contraignent les gens à quitter leur foyer ou leur pays. Par sa contribution financière au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), elle a soutenu des projets visant à prévenir les conflits et à lutter contre les causes de conflits dans les contextes fragiles.

La DDC a par ailleurs fourni un appui financier à des organisations partenaires, spécialement au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui mènent des activités dans des régions touchées par des crises, notamment pour protéger les réfugiés et les déplacés. Des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ont mis leurs compétences au service de ces partenaires et œuvré à leurs côtés à de nombreuses reprises. L'implication de la population locale a joué, dans bien des cas, un rôle décisif pour garantir le succès des activités, prévenir les tensions et contribuer à l'intégration sociale des personnes déplacées. La DDC a par exemple fourni un soutien à des familles hébergeant des réfugiés dans les premiers pays d'accueil.

Retourner chez eux en toute sécurité reste l'objectif premier de nombreux réfugiés et déplacés. Or, selon le HCR, ils attendent en moyenne 17 ans avant de bénéficier d'une solution durable. Établir un lien plus systématique entre les interventions humanitaires et les instruments du développement devrait promouvoir leur autonomie économique et financière. L'année dernière, la Suisse a ainsi lancé un nouveau programme pour la formation et pour les start-up dans le domaine de l'eau. Mené en Jordanie et au Liban, ce programme vise à créer des emplois, également pour les réfugiés syriens, à former des travailleurs spécialisés et à promouvoir des solutions entrepreneuriales dans la gestion de l'eau. Au Soudan, des petits paysans et paysannes ont bénéficié d'une aide permettant de créer des perspectives économiques. De telles mesures offrent de nouvelles chances sur place et atténuent le désespoir qui pousse certains à affronter de graves dangers pour poursuivre leur migration.

« De telles mesures offrent de nouvelles chances sur place et atténuent le désespoir qui pousse certains à affronter de graves dangers pour poursuivre leur migration. »

L'engagement de la Suisse au niveau multilatéral

En septembre 2016, un sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants s'est tenu à New York. Sa déclaration finale comprend une large palette de mesures pour protéger les réfugiés, les déplacés et les migrants ainsi que pour prévenir les déplacements forcés et la fuite des populations. La Suisse a joué un rôle clé dans l'élaboration du contenu du texte. La rencontre ne fut toutefois qu'une étape dans un long processus devant conduire, d'ici à 2018, à l'élaboration d'un cadre de référence international pour la migration. Un autre cadre de référence devrait être conçu spécialement pour la problématique des réfugiés. En raison du rôle déterminant que la Suisse a joué dans le domaine des migrations ces

dernières années, elle a été chargée en 2016 de collaborer avec le Mexique pour mener les préparatifs du nouveau cadre de référence pour la migration.

Migration et mise en œuvre de l'Agenda 2030

Tout comme la déclaration adoptée à New York, l'Agenda 2030 souligne le rôle important de la migration pour un développement durable. Dans ce cadre, les quelque 150 millions de travailleuses et travailleurs migrants de par le monde représentent un facteur déterminant. Par leur force de travail, leur capacité d'innovation et leur esprit d'entreprise, ils apportent une contribution considérable au progrès économique de nombreuses sociétés. Ils sont pourtant souvent exposés à des agences de placement sans scrupules qui portent atteinte aux droits de l'homme et aux droits des travailleurs et leur demandent de déboursier des sommes exorbitantes pour pouvoir être engagés à l'étranger.

« La Suisse s'engage pour améliorer le contexte dans lequel évoluent les travailleurs-migrants. »

La Suisse s'engage pour améliorer le contexte dans lequel évoluent les travailleurs-migrants. En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), elle a par exemple élaboré une procédure de certification des agences de placement, qui sera appliquée dès 2017. Cette certification devrait permettre aux travailleuses et travailleurs migrants d'identifier les agences respectant des règles éthiques. Finalement, elle devrait réduire les coûts de la migration et prévenir les violations des droits de l'homme. Par ce projet, la Suisse contribue à concrétiser l'Agenda 2030 et à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) correspondants. D'une part, il assurera une meilleure protection des droits des travailleuses et travailleurs migrants (ODD 8); d'autre part, il règlementera la migration de ces personnes et la rendra plus sûre (ODD 10).



Le programme de la DDC au Sri Lanka vise à garantir un travail décent, une protection et de bonnes conditions de vie aux travailleurs migrants et à leurs familles.

UNE MONDIALISATION PROPICE AU DÉVELOPPEMENT

- Protection de l'environnement et des ressources naturelles
- Energies renouvelables et efficacité énergétique
- Exploitation efficace des ressources

En formulant des règles internationales qui tiennent compte du différentiel de développement, on permet également aux petits Etats ou aux pays pauvres de faire valoir leurs droits. Les règles de la communauté internationale doivent donner à tous la possibilité d'exercer leurs droits en matière d'environnement et faciliter leur intégration durable sur le marché mondial.

La Suisse s'implique activement au sein des institutions environnementales de l'ONU, de la Banque mondiale, des banques régionales de développement ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les pays en développement doivent toutefois aussi participer à ces efforts et assumer les devoirs qui leur incombent. Ils doivent notamment exploiter l'environnement de manière durable, utiliser les ressources avec parcimonie et recourir à des agents énergétiques non fossiles.

SWISS BLUETEC BRIDGE: UN PONT VERS L'INNOVATION

La DDC soutient des start-up et des petites et moyennes entreprises (PME) suisses qui facilitent l'accès à l'eau des populations les plus démunies.

Dans le monde, on estime à 2 milliards le nombre d'individus privés d'un accès à une eau propre. Pour relever l'ambitieux défi défini dans le sixième objectif de développement durable (ODD) – garantir une eau propre et accessible à tous d'ici 2030 – l'implication du secteur privé est indispensable. La DDC a ainsi lancé en 2013 l'initiative Swiss Bluetec Bridge, qui attribue des prêts sans intérêts à des start-up et des PME suisses développant des solutions innovantes dans le domaine de l'eau. Les prêts leur permettent de montrer la pertinence de leur prototype et d'attirer des investissements privés. En comblant le vide qui existe entre le soutien à la recherche et les financements privés, l'initiative Swiss Bluetec Bridge vise à mettre la technologie de pointe suisse au service des populations les plus pauvres.

Les entreprises de l'initiative sont sélectionnées par un panel d'experts: elles doivent proposer des solutions innovantes dans le domaine de l'eau, à destination des pays en développement et au service des populations à faibles revenus. Swiss Bluetec Bridge soutient aujourd'hui six start-up et PME, déployées dans autant de pays du Sud. Trois nouvelles entreprises devraient prochainement s'y ajouter.

Swiss Fresh water et Weconnex bénéficient déjà de l'initiative: le prêt octroyé par Swiss Bluetec Bridge leur a permis de développer et de valider leur modèle d'affaires. A elles seules, ces deux entreprises fournissent aujourd'hui de l'eau potable à environ 110 000 personnes démunies vivant dans des zones rurales du Sénégal et du Népal et permettent ainsi une amélioration considérable de l'état de santé des populations.



UN FONDS POUR L'ENTREPRENEURIAT DURABLE

Grâce à un capital initial accordé par la Confédération, une entreprise informatique suisse construit un site technologique en Serbie en misant sur la durabilité.

En 2016, le SECO Start-up Fund a accordé un prêt à une société informatique qui construit en Serbie un site réservé au développement. Fondée par un entrepreneur issu de la diaspora serbe en Suisse, la société prévoit de créer à moyen terme 35 emplois qualifiés en Serbie.

Financé par le SECO, le fonds propose des prêts à des petites et moyennes entreprises (PME) suisses pour leur permettre de cofinancer des entreprises durables dans les pays émergents et en développement. Ces dernières doivent poursuivre des objectifs écologiques, sociaux et propres à l'économie de marché, créer de nouveaux emplois et contribuer ainsi à stimuler le développement.

Les PME revêtent une importance décisive pour la croissance économique, la stabi-

lité et la prospérité, car ce sont elles qui fournissent la majeure partie des emplois, tant dans les pays industrialisés que dans

les économies moins développées. De plus, les PME sont souvent des entreprises familiales: l'expérience montre que leurs dirigeants ne se préoccupent pas seulement de leur rentabilité, mais aussi du contexte social dans lequel elles évoluent.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2016



► **Défis globaux :**

en 2016, la Suisse a présidé le conseil d'administration d'ONUSIDA à Genève et contribué à faciliter la réunion de haut niveau sur le VIH/sida, organisée à New York. La DDC a joué un grand rôle dans l'adoption de la stratégie 2016–2021 d'ONUSIDA et de la déclaration politique diffusée à l'issue de la réunion. Ces deux documents reflètent les priorités de la Suisse en matière de **santé sexuelle et reproductive** ainsi que dans le domaine de l'égalité des droits et des sexes.

► **Défis globaux :**

depuis 2012, dans toutes ses interventions au conseil d'administration et dans les comités du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, la DDC a recommandé que le Fonds ne se concentre pas uniquement sur la réponse ciblée aux trois épidémies, mais contribue également à renforcer durablement les **systèmes de santé** des pays concernés. Cet engagement, soutenu par d'autres pays, a porté ses fruits puisque, pour la première fois, le renforcement des systèmes de santé figure comme objectif stratégique dans la stratégie 2017–2022 du Fonds. Cela contribuera à renforcer l'impact du Fonds et permettra d'assurer la pérennité de ses interventions.

► **Défis globaux :**

en Colombie et dans d'autres pays partenaires, la faible productivité reste un problème important qui bloque l'accès aux marchés mondiaux. Depuis plusieurs années, le SECO soutient le programme SCORE (Promotion des entreprises compétitives et responsables) de l'OIT en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ce programme mise sur la formation et les conseils pour **accroître la productivité** et corriger les conditions de travail dans les petites et moyennes entreprises. En Colombie, les conditions de travail de plus de 3300 ouvrières et ouvriers de l'industrie de l'habillement et du textile, de la floriculture et de l'agriculture ont pu être améliorées en 2016. Cette année-là, 70 nouvelles PME ont pris part au programme (qui regroupe au total 166 sociétés depuis 2010). L'égalité des sexes a également progressé : dans 64 % des entreprises, des femmes jouent désormais un rôle de premier plan dans les projets et les équipes visant à améliorer le fonctionnement interne.

PAS DE PAIX SANS DÉVELOPPEMENT, PAS DE DÉVELOPPEMENT SANS PAIX

La Suisse s'est engagée à faire de la paix et de la justice
l'un des objectifs de développement durable
de l'Agenda 2030. Il s'agit à présent de le réaliser.

Mieux vaut prévenir que guérir: cette maxime transparaît dans l'objectif 16 de l'Agenda 2030 pour un développement durable. Cet objectif spécifie ceci: « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. » La Suisse a pesé de tout son poids pour défendre cet objectif lors des négociations de l'Agenda 2030. Durant la première année d'application de ce programme de développement, elle ne s'est pas contentée de discours et de conférences, mais s'est attelée à appliquer l'Agenda 2030, et son objectif 16, dans la pratique.

En marge du Sommet mondial de l'humanitaire à Istanbul, le conseiller fédéral Didier Burkhalter et l'administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Helen Clark ont ainsi signé, en mai 2016, un accord financier portant sur quelque 14 millions de francs. En allouant cette somme à l'agence onusienne, la DDC apporte un appui ciblé aux programmes du PNUD qui visent à prévenir les conflits, à renforcer l'état de droit et à promouvoir la mise en place d'institutions étatiques.

Par cet accord, les deux partenaires envoient un signal manifeste: les acteurs de l'aide humanitaire, de la coopération au développement et de la promotion de la paix doivent collaborer plus étroitement encore pour rendre l'aide fournie à la fois efficace et prévisible. La société civile et l'économie privée jouent également un rôle im-

portant pour couvrir les besoins croissants du secteur humanitaire. Durant le sommet, la délégation suisse a par ailleurs plaidé en faveur d'un meilleur respect du droit international humanitaire.

Lorsque les mesures de prévention échouent et que des conflits armés éclatent, ceux-ci se prolongent souvent sur des décennies. La Suisse soutient un fonds fiduciaire innovant du PNUD, qui permet de réagir rapidement et de manière souple face à des crises et des catastrophes. Prenons par exemple l'État de Borno au Nigéria: l'aide humanitaire demeure indispensable dans cette région qui est la plus affectée par Boko Haram et les opérations militaires. Il est très difficile d'accéder à la population et certaines autorités locales ont même dû fuir. La situation s'est pourtant améliorée à Maiduguri, la capitale de l'État, et les autorités sont de retour.

Grâce à une contribution du fonds soutenu par la Suisse, le PNUD a pu accroître sa présence à Maiduguri en décembre 2016. Il est désormais mieux à même d'aider les autorités locales à renforcer la résilience à long terme de la population. Les activités visent notamment à aider les déplacés internes à reprendre rapidement pied dans la vie active après leur retour, afin de subvenir aux besoins de leur famille. La coopération au développement axée sur le long terme complète ainsi l'aide humanitaire, et la coordination sur place entre aide d'urgence et coopération au développement s'est sensiblement améliorée. Cette approche contribue à réaliser l'objectif 16 des ODD sur le terrain.



La Suisse s'est engagée à promouvoir la paix, la stabilité, les droits de l'homme et la bonne gouvernance dans le respect de l'état de droit.

DES FONDS POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

75 milliards de dollars : telle est la somme record que les pays donateurs ont mobilisée en décembre 2016 pour reconstituer pour la dix-huitième fois les ressources de l'Association internationale de développement (AID), organe qui fait partie de la Banque mondiale. Cette fois-ci, la Suisse a alloué 645 millions de francs à l'AID, soit 107 millions de moins que lors du refinancement précédent.

La Suisse attend en particulier de l'AID qu'elle améliore les conditions-cadres de l'économie privée. Elle devrait accorder une plus grande place aux aspects climatiques et environnementaux lors de l'octroi de crédits et s'engager davantage dans les pays fragiles ou affectés par un conflit. Enfin, l'AID devrait veiller davantage à ce que les projets de développement qu'elle finance soient réalisés de manière plus efficace et plus efficiente.

De nouvelles options financières ont par ailleurs été mises en place au cours de cette opération de refinancement. L'AID peut dès à présent contracter des crédits sur les marchés de capitaux. À l'instar de

la Banque mondiale, elle bénéficie de la notation de crédit AAA et peut ainsi emprunter des fonds à des conditions avantageuses pour les transférer aux pays démunis.



UNE ALLIANCE POUR ACCROÎTRE LA CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE DANS LA FINANCE

La nature fournit des matières premières, de l'énergie et des services. Cependant, les valeurs qu'elle crée sont souvent sous-estimées. La Suisse soutient un partenariat en faveur d'un changement d'attitude dans le secteur financier.

De prime abord, un tel partenariat est inattendu, puisqu'il regroupe le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'organisation non gouvernementale Global Canopy Programme, la grande banque UBS, huit autres banques et le SECO. En 2012, ces institutions ont pourtant fondé ensemble la Natural Capital Finance Alliance (NCFA). Elles collaborent depuis lors pour que le secteur financier mette au point de nouveaux outils et méthodes servant à évaluer les risques environnementaux, en vue d'en tirer des normes mondiales.



La notion de « capital naturel » s'impose de plus en plus dans l'industrie de la finance. Elle se fonde sur l'idée que le sol, l'air, l'eau, la flore et la faune constituent un patrimoine naturel, et qu'ils fournissent des prestations dites « écosystémiques », qui sont indispensables à la vie sur terre. Les arbres, par exemple, émettent l'oxygène que nous respirons, le sol filtre l'eau et les forêts fournissent du bois, qui est une matière première. La notion de capital naturel attribue une valeur économique à la nature et à ses prestations. Grâce à elle, les décisions économiques devront prendre en considération des facteurs environnementaux essentiels, mais jusqu'ici négligés.

Les réflexions du monde de la finance sur la durabilité ne se limitent pas aux possibilités de placement pour les clients dotés d'une conscience écologique. Elles visent à déterminer dans quelle mesure des crédits, des obligations et d'autres produits financiers mettent en danger la stabilité des banques, lorsqu'ils sont octroyés au mépris des risques environnementaux. Il s'agit en somme de répondre à des questions très concrètes : quel taux d'intérêt fixer par exemple sur un crédit accordé à une brasserie qui souhaite investir dans un site de production où l'eau pourrait devenir rare ? La production de bière utilise de très grandes quantités d'eau. Si le changement climatique la rend rare et donc chère, le modèle d'affaires des brasseurs pourrait rencontrer des difficultés. Le créancier risquerait dès lors de perdre son argent. En recourant à des technologies particulièrement peu gourmandes en eau, une brasserie pourrait par contre exercer une influence positive sur le taux d'intérêt.

Les banques ne sont pas en mesure d'intégrer le capital naturel dans leurs analyses de crédits, car les données et les méthodes requises font encore défaut. C'est cette lacune que la NCFA entend combler. L'idée a été lancée en 2012 lors du sommet sur le développement durable Rio+20 et plus de 40 directeurs généraux de sociétés financières ont signé une déclaration correspondante. La NCFA bénéficie par ailleurs de l'appui de diverses ONG et institutions étatiques. L'Afrique du Sud, la Colombie, le Pérou et l'Indonésie, tous quatre des pays prioritaires du SECO, bénéficient d'une attention particulière. Le SECO alloue un soutien de plus de 4 millions de francs à cette initiative.

Impressum

Editeurs :
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 34 75
www.eda.admin.ch/ddc
deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 56 56
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques :
Etat-major de direction DDC
SECO Coopération

Graphisme/Conception :
Julia Curty, SUPERSRIPT GmbH, Brügg b. Biel/Bienne
www.superscript.ch

Galerie de photos :
Couverture Sven Torfinn/Panos
Page 7 Giacomo Pirozzi/Panos
Page 8 Fabian Urech/DEZA
Page 10 Fabian Urech/DEZA
Page 12 UNDP
Page 14 Claire Pask
Page 16 SOIL
Page 17 Claire Pask
Page 17 SOIL
Page 18 CARE International
Page 20 Sven Torfinn/CABI/Panos
Page 21 Peter Lüthi/Biovision 2016
Page 26 Antonio Escalante/SECO
Page 28 Romina Cruz/SECO
Page 29 Antonio Escalante/SECO
Page 32 Tourism Organisation of Ivanjica
Page 35 Private Sector Development Programme in Southwest Serbia
Page 36 UNDP
Page 42 BAD SYSTEMS d.o.o. in Nis
Page 45 UNDP Malawi
Autres DFAE/DDC, SECO

Imprimerie:
Stämpfli AG
3001 Berne

Ce rapport annuel est disponible en français,
allemand, italien et anglais.
D'autres exemplaires peuvent être commandés à :
deza@eda.admin.ch, ou
Téléphone +41 (0)58 462 34 75

Berne 2017

Statistiques 2016

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Aide publique au développement (APD)

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 146) et aux institutions multilatérales actives dans le domaine du développement: (i) par le secteur public; (ii) dans le but essentiel de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie; (iii) à des conditions de faveur.
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 30 membres (29 pays et l'Union européenne), le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement adaptées et mises à jour. Elles servent de référence pour la prise en compte ou non dans l'APD des dépenses de l'année écoulée (comptabilisation ex-post). La comparaison des performances des pays donateurs est effectuée sur la base du pourcentage de l'APD nette par rapport au revenu national brut (RNB).
- L'APD de la Suisse provient principalement des budgets de la DDC et du SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques), les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales et de la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est. D'autres offices fédéraux, ainsi que les cantons et quelque 200 communes participent aussi à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis 2004 dans l'APD les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et certaines dépenses liées à l'accueil des requérants d'asile, réfugiés et personnes admises provisoirement provenant de pays en développement pendant leur première année de séjour en Suisse.
- Les dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, ne sont pas automatiquement reprises dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays et des organisations ne faisant pas partie de la liste définie par l'OCDE/CAD, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales, voir p. 15).
- Les dépenses relatives à la contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne (UE) présentées dans la partie consacrée aux dépenses de la DDC et du SECO ne sont pas comptabilisées comme APD.

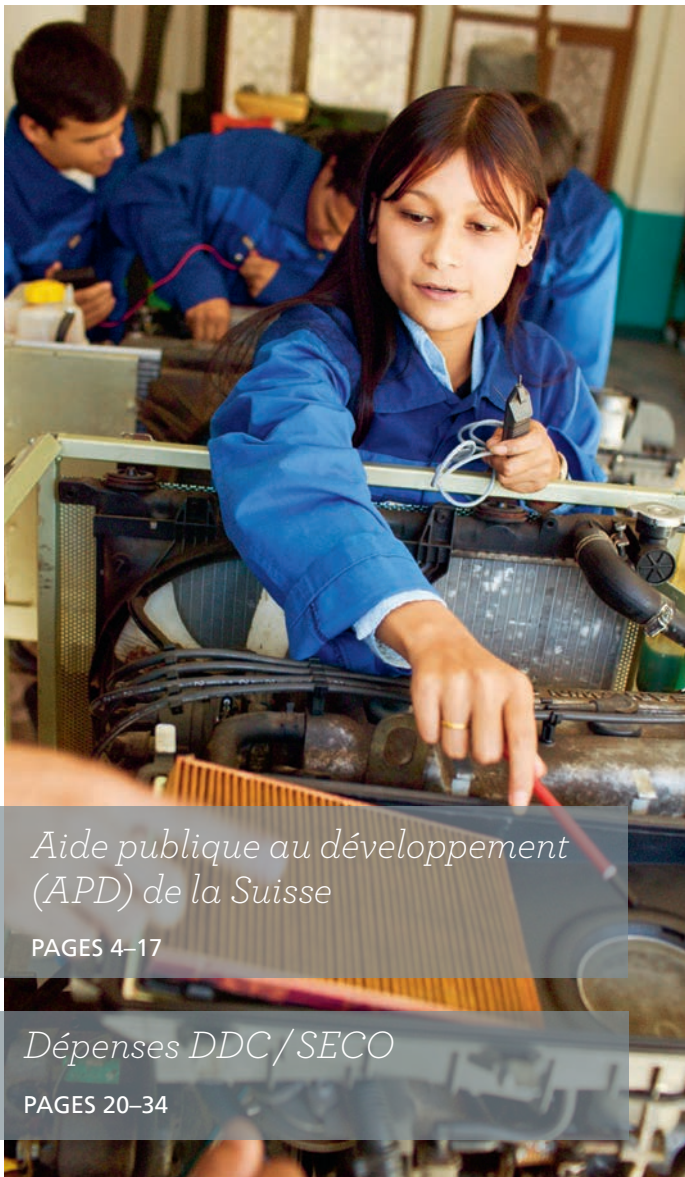
Financement du développement au-delà de l'APD

- Les apports de ressources autres que l'APD occupent une part importante dans le financement du développement. Il s'agit principalement pour la Suisse de flux de capitaux privés aux conditions du marché (investissements directs à l'étranger, emprunts bancaires), de crédits à l'exportation garantis par la Confédération ainsi que de dons privés d'organisations non gouvernementales et fondations.

Signes utilisés :

0.0	= montant inférieur à 50 000 CHF	p	= chiffres provisoires
–	= montant nul	r	= chiffres révisés
..	= non disponible	mio	= million

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC « Aide au développement de la Suisse » et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.
www.eda.admin.ch/deza/fr/home/activites-projets/chiffres-statistiques.html
www.seco-cooperation.admin.ch



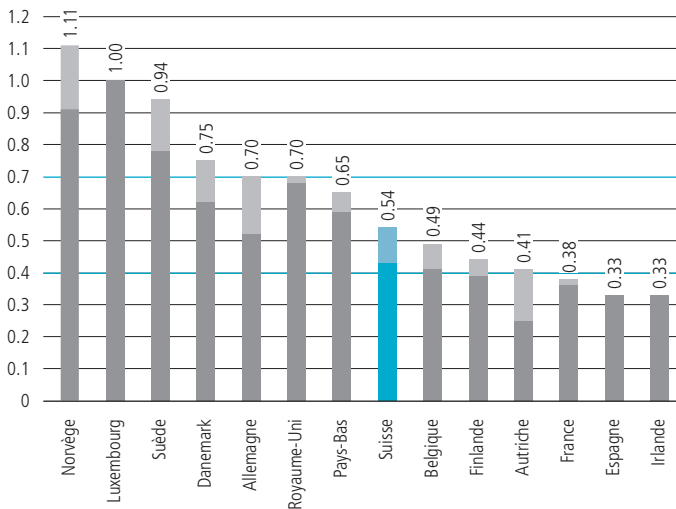
*Aide publique au développement
(APD) de la Suisse*

PAGES 4-17

Dépenses DDC/SECO

PAGES 20-34

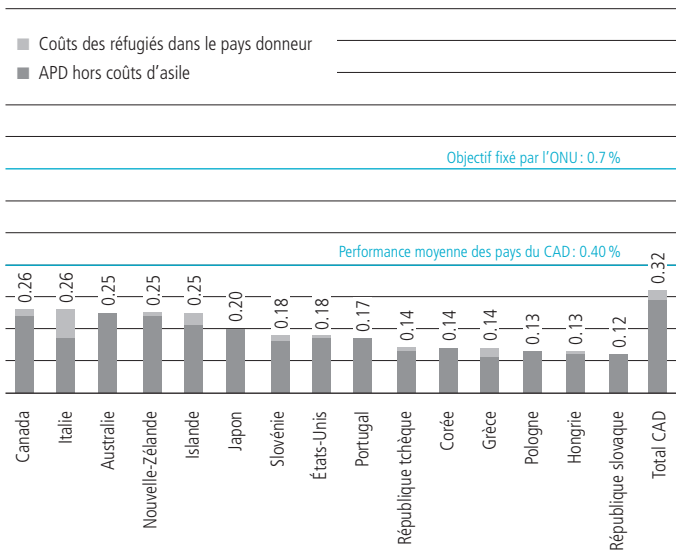
Graphique 1

LA SUISSE EN COMPARAISON INTERNATIONALE 2016
(APD EN % DU RNB)

Données préliminaires pour tous les pays du Comité d'aide au développement (CAD) publiées par l'OCDE/CAD le 11 avril 2017.

Les apports nets d'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont élevés à 142,6 milliards USD en 2016. Compte tenu des taux de change et de l'inflation, cela constitue un accroissement de 8,9 % par rapport à 2015, en partie dû à la hausse des coûts relatifs à l'accueil des réfugiés dans les pays donateurs. Après exclusion de ces coûts, l'augmentation de l'APD atteint tout de même 7,1 % en termes réels.

L'APD de la Suisse a progressé de 4,2 % en termes réels par rapport à 2015 suite à l'augmentation des coûts d'asile dans le pays comptabilisables au titre de l'APD selon les directives du CAD. L'APD hors coûts d'asile a en revanche diminué, conséquence des mesures d'économies de la Confédération qui ont fortement touché les crédits-cadres de la coopération internationale.



La part de l'APD dans le revenu national brut (RNB) atteint 0,54 % en 2016 (0,43 % hors coûts d'asile). La Suisse se place ainsi en 8^{ème} position dans le classement comparant les performances des pays membres du CAD en la matière. En termes de volume financier, les plus grands contributeurs sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la France. La Suisse arrive à la 12^{ème} place du classement en montants absolus.

En 2016, l'Allemagne a rejoint le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni dans le groupe de pays qui remplissent l'objectif de 0,7 % préconisé par les Nations Unies. A noter qu'après exclusion des coûts d'asile, seuls trois pays (Luxembourg, Norvège et Suède) atteignent encore cet objectif.

Tableau 1

EVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)
ET DES DONS PRIVÉS DES ONG DE LA SUISSE
1960–2016 (MIO CHF)

	1960	1970	1980	1990
APD	15.1	130.0	423.1	1 041.4
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6
Cantons et communes ^a	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) ^b	37 066	92 570	177 270	347 228
APD en % du RNB	0.04 %	0.14 %	0.24 %	0.30 %
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56 %	1.63 %	2.38 %	3.29 %
APD en % des dépenses publiques ^c	0.23 %	0.64 %	0.90 %	1.20 %
Dons privés des ONG	..	50.8	106.6	148.6
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05 %	0.06 %	0.04 %

a Estimation pour 2016.

b Données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) selon l'ancien système européen de compte (SEC95) jusqu'en 2012. Les données RNB 2013 à 2015 sont basées sur le nouveau système de compte (SEC2010) et proviennent des estimations de l'OFS du 25.08.2016. Pour 2016, estimation de l'Administration fédérale des finances (mars 2017).

c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).

L'APD de la Suisse a totalisé 3 510 mio CHF en 2016, soit 114 mio CHF de plus que l'année précédente, portant le ratio APD/RNB à 0,54 % (0,51 % en 2015).

Cette croissance découle directement des frais liés à l'accueil des requérants d'asile, qui ont augmenté de 202 mio CHF en 2016 alors même que le nombre de nouvelles demandes d'asile a diminué par rapport à l'année précédente. Cette apparente contradiction s'explique par la période prise en compte pour la comptabilisation des coûts d'asile: conformément aux directives du CAD, les coûts imputés à l'APD sont comptabilisés pendant les douze mois suivant l'entrée d'un demandeur d'asile sur le territoire. Or, un nombre important d'arrivées a été enregistré dans la seconde partie de 2015, en particulier en provenance des foyers de crise comme la Syrie ou l'Irak ainsi que d'Erythrée et d'Afghanistan.

2000	2012	2013	2014	2015 ^r	2016 ^p
1 510.9	2 861.4	2 965.2	3 222.6	3 396.3	3 509.8
1 488.6	2 797.1	2 910.6	3 171.3	3 336.1	3 434.8
22.3	64.3	54.6	51.3	60.2	75.0
463 558	611 979	649 606	649 803	660 333	654 345
0.33 %	0.47 %	0.46 %	0.50 %	0.51 %	0.54 %
3.21 %	4.63 %	4.66 %	5.04 %	5.21 %	5.30 %
1.23 %	1.82 %	1.84 %	1.98 %	2.05 %	2.10 %
272.0	443.1	466.1	516.8	519.5	..
0.06 %	0.07 %	0.07 %	0.08 %	0.08 %	..

Les coûts de l'asile en Suisse comptabilisés dans l'APD se montent à 681 mio CHF en 2016 et représentent près d'un cinquième du montant total de l'APD. Ils comprennent les forfaits d'aide versés par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) aux cantons (511 mio CHF), les programmes d'occupation et les frais des centres d'enregistrement de la Confédération (152 mio CHF) ainsi que les frais à la charge des cantons pour la scolarité obligatoire des enfants de requérants d'asile (18 mio CHF). Les activités dans les pays en développement menées par le SEM dans le cadre de l'aide au retour (19 mio CHF) ne sont pas comprises dans ce total.

Suite aux mesures d'économie qui ont touché tant la coopération au développement avec le Sud et avec l'Europe de l'Est que l'aide humanitaire, les dépenses de la DDC et du SECO destinées à la coopération internationale ont quant à elles diminué et ne représentent plus que 71 % de l'APD totale en 2016, contre 77 % en 2015. La part de l'APD hors asile a ainsi reculé de 0,44 % en 2015 à 0,43 % en 2016.

Tableau 2

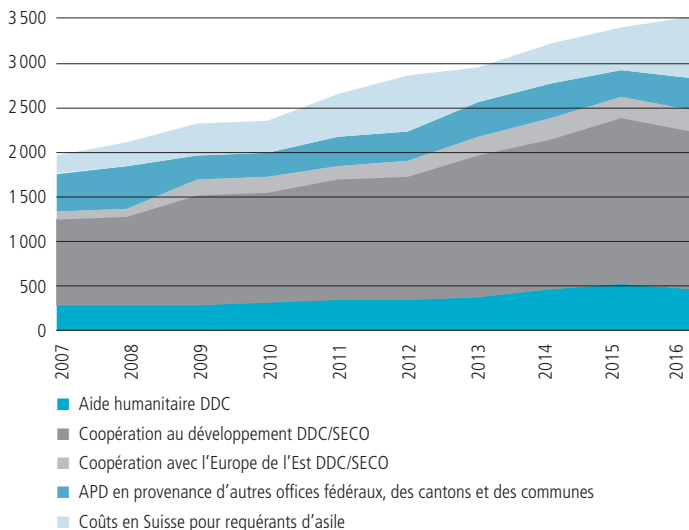
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE
2015–2016 (MIO CHF)

Confédération
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Aide humanitaire
Coopération au développement
Coopération avec l'Europe de l'Est
Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Coopération au développement
Coopération avec l'Europe de l'Est
Remboursements de prêts
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Gestion civile des conflits et droits de l'homme
Autres contributions
Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)
Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM)
Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
Autres contributions
Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)
Assistance aux requérants d'asile en Suisse
Aide au retour
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
Actions de promotion de la paix et de la sécurité
Equipement à des fins humanitaires
Office fédéral de l'environnement (OFEV)
dont : contributions à des organisations internationales
Autres offices fédéraux
Cantons et communes ^a
Total APD
APD en % du revenu national brut (RNB)
APD hors coûts d'asile en Suisse en % du revenu national brut (RNB)

a Données estimées pour 2016.

2016 ^p			2015 ^r		
APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD
2 666.6	768.2	3 434.8	2 566.0	770.1	3 336.1
1 508.2	668.8	2 177.0	1 620.8	675.0	2 295.8
424.6	56.2	480.8	481.2	57.9	539.1
929.1	611.5	1 540.6	976.6	615.9	1 592.6
154.6	1.1	155.6	162.9	1.3	164.2
306.1	0.9	307.0	324.3	1.0	325.3
227.3	0.4	227.7	247.3	0.4	247.7
82.2	0.5	82.7	80.4	0.6	81.0
-3.4	-	-3.4	-3.4	-	-3.4
108.9	36.3	145.3	112.6	32.1	144.8
73.6	20.6	94.2	77.7	18.6	96.3
35.3	15.8	51.1	34.9	13.5	48.4
47.1	6.2	53.3	4.7	6.5	11.2
38.0	-	38.0	-3.7	-	-3.7
6.7	-	6.7	6.8	-	6.8
2.4	6.2	8.6	1.6	6.5	8.1
682.1	-	682.1	491.0	-	491.0
663.6	-	663.6	473.1	-	473.1
18.5	-	18.5	17.8	-	17.8
0.5	-	0.5	2.7	-	2.7
0.5	-	0.5	1.3	-	1.3
-	-	-	1.4	-	1.4
8.4	39.6	47.9	4.4	39.0	43.4
7.2	39.6	46.8	3.3	39.0	42.3
5.3	16.4	21.7	5.4	16.5	21.9
75.0	-	75.0	60.2	-	60.2
2 741.6	768.2	3 509.8	2 626.2	770.1	3 396.3
		0.54 %			0.51 %
		0.43 %			0.44 %

Graphique 2

APD DE LA SUISSE PAR CATÉGORIE D'AIDE 2007–2016
(MIO CHF)

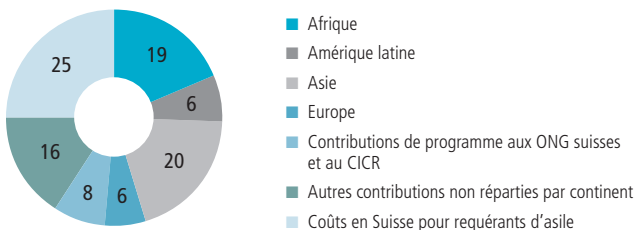
Ce graphique présente l'évolution de l'APD par catégorie d'aide au cours des dix dernières années :

- la part de la coopération au développement DDC/SECO avec les pays du Sud a baissé de 54 % à 50 % du total APD entre 2015 et 2016 ;
- l'aide humanitaire de la DDC a également diminué pour atteindre 14 % du total de l'APD 2016 (16 % en 2015) ;
- la part de la coopération avec l'Est de la DDC et du SECO (7 % en 2016) est demeurée stable depuis 2009 (entre 6 et 7 %) ;
- les coûts liés à l'asile ont représenté plus de 19 % de l'APD en 2016, contre 14 % en 2015.

Le reste des dépenses comptabilisées dans l'APD comprend diverses contributions fédérales, notamment de la Division Sécurité humaine (DSH) et de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), ainsi que la coopération internationale des cantons et communes suisses. Cet agrégat totalise 10 % de l'APD en 2016 (9 % en 2015).

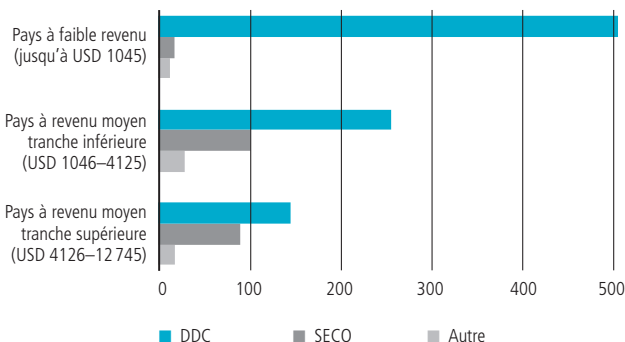
Graphique 3

RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE PAR CONTINENT 2016 (EN %)



Graphique 4

RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE SELON LES CATÉGORIES DE REVENU 2016 (MIO CHF)



Voir liste des bénéficiaires d'APD selon les catégories de revenu (RNB par habitant) :

www.oecd.org/fr/cad/stats/listecad.htm

Tableau 3

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'APD BILATÉRALE
PAR CONTINENT ET PAYS 2015–2016 (MIO CHF)^a

	2016 ^p	2015 ^r
Afrique	518.4	630.0
Mali	30.2	33.0
Burkina Faso	29.8	37.0
Tanzanie	26.8	31.1
Niger	26.8	28.6
Tchad	24.4	24.3
Mozambique	22.4	38.1
Somalie	22.2	22.1
Soudan du Sud	21.5	30.6
Bénin	20.8	20.8
Tunisie	19.3	23.9
Congo (Rép. dém.)	18.9	20.5
Ghana	12.0	17.8
Nigéria	10.9	7.1
Ethiopie	10.7	19.0
Egypte	9.7	19.0
Soudan	8.8	14.8
Afrique du Sud	8.1	14.6
Autres pays	59.7	97.1
Afrique, régional	135.6	130.5
Amérique latine	178.2	220.9
Colombie	28.7	28.5
Pérou	26.7	29.3
Bolivie	23.0	35.7
Nicaragua	20.8	20.4
Haïti	18.2	19.2
Cuba	14.4	10.9
Honduras	14.1	20.0
Autres pays	3.4	12.3
Amérique latine, régional	29.0	44.6

a Les contributions de programme de l'année 2016 (125,9 mio CHF) ne sont pas réparties par pays, les données détaillées n'étant pas encore disponibles au moment de la publication du rapport annuel.

	2016 ^P	2015 ^r
Asie	543.5	610.3
Népal	43.9	50.7
Myanmar	37.1	38.8
Vietnam	32.9	23.9
Afghanistan	30.7	33.7
Syrie	29.7	39.8
Territoire palestinien occupé	27.5	29.8
Bangladesh	25.1	36.0
Kirghizistan	21.3	25.8
Mongolie	21.2	23.8
Indonésie	20.7	13.5
Tadjikistan	19.3	30.1
Laos	18.3	19.2
Pakistan	17.7	18.2
Jordanie	14.9	14.2
Cambodge	14.7	14.2
Liban	14.5	18.1
Sri Lanka	12.3	7.1
Corée du Nord	11.6	9.5
Géorgie	11.2	14.0
Iraq	10.7	15.0
Yémen	9.4	11.1
Chine	9.4	13.1
Inde	8.6	22.2
Autres pays	18.4	20.8
Asie, régional	62.5	68.0
Europe	174.4	179.3
Ukraine	30.5	30.2
Kosovo	23.4	26.4
Serbie	23.2	17.4
Bosnie et Herzégovine	22.9	23.8
Macédoine	21.6	16.2
Albanie	20.4	21.4
Moldova	13.4	14.9
Autres pays	0.9	3.4
Europe, régional	18.0	25.6
Autres contributions non réparties par continent	1 327.1	985.7
Total APD bilatérale	2 741.6	2 626.2

Tableau 4

APD MULTILATÉRALE DE LA SUISSE PAR ORGANISATION 2015–2016 (MIO CHF)

Organisations des Nations Unies

Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)
Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)
Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP)
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)
Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)
Programme alimentaire mondial (PAM)
Programme pour l'environnement (PNUE)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ^a
Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD ^b
Autres organisations des Nations Unies

Institutions financières internationales

Association internationale de développement (IDA) ^c
Fonds africain de développement (AfDF) ^c
Fonds asiatique de développement (AsDF)
Autres fonds et banques de développement

Autres organisations internationales

Green Climate Fund (GCF)
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées Genève (DCAF)
Centre international de déminage humanitaire Genève (GICHD)
Autres institutions

Total APD multilatérale

a Sans la contribution générale à l'OMS, qui n'est comptabilisée qu'en partie (voir note b).

b Pourcentages appliqués selon les directives du CAD.

c Y compris initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

2016 ^P	2015 ^F
233.0	226.6
60.0	60.0
22.0	22.9
22.0	22.0
16.0	16.0
16.0	16.0
15.1	9.5
15.0	15.0
11.5	10.0
8.0	10.0
6.5	6.0
4.3	4.3
3.0	2.5
2.5	3.0
26.5	22.4
4.6	7.0
393.8	409.1
284.1	284.1
79.9	80.8
12.0	12.0
17.8	32.2
141.4	134.3
33.7	28.9
30.8	30.3
20.0	20.0
16.8	15.5
11.3	10.9
9.3	8.7
19.6	20.0
768.2	770.1

L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux. La part de l'APD multilatérale de la Suisse s'est située à 22 % de l'APD totale en 2016 ; elle est inférieure à celle de l'ensemble des membres du CAD (28 %).

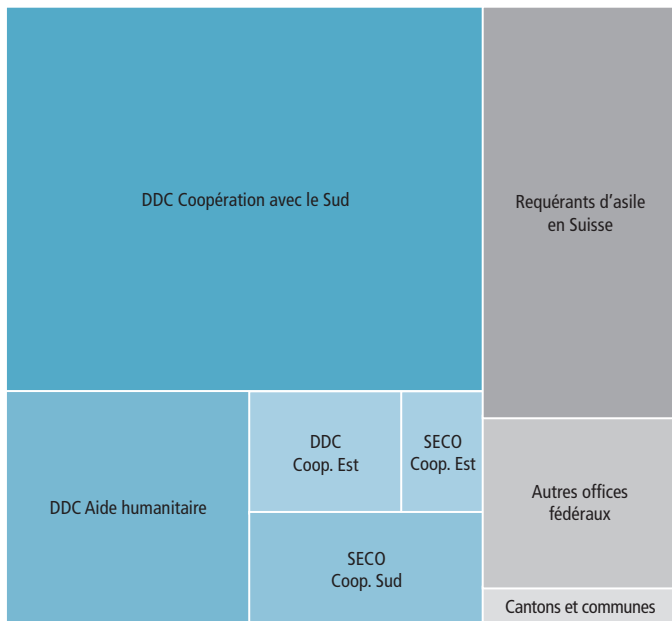
Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales, y compris le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), sont considérées comme de l'APD bilatérale et n'apparaissent donc pas dans ce tableau.

La coopération multilatérale repose sur trois piliers. Comme les années précédentes, les institutions financières internationales (IFI) ont été en 2016 les principales bénéficiaires de l'APD multilatérale de la Suisse (51 %). Les agences des Nations Unies et les autres organisations internationales ont absorbé respectivement 30 % et 19 % de l'APD multilatérale.

La comptabilisation dans l'APD des contributions de la DDC aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des *promissory notes* (billets à ordre) et non lors du paiement ; ceci explique les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat, qui tient compte de l'étalement sur plusieurs années des paiements à charge de « notes » émises antérieurement.

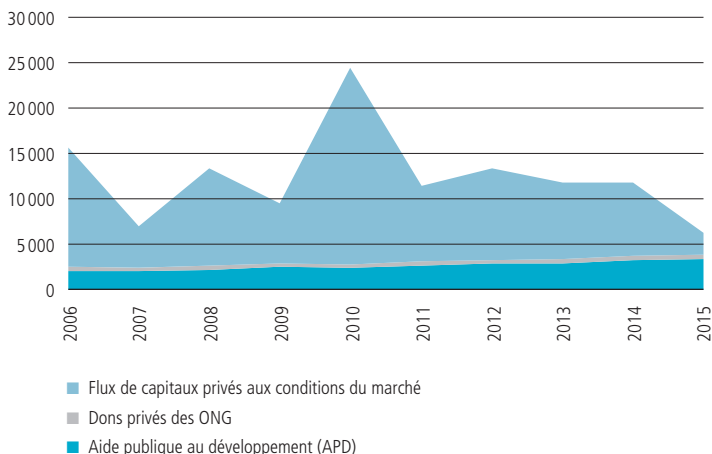
Graphique 5

LES QUATRE CRÉDITS-CADRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES AUTRES COMPOSANTES DE L'APD



Ce schéma reproduit la structure de l'APD de la Suisse et illustre la proportion de chacune de ses principales composantes par rapport au total des versements. L'APD recouvre pour sa majeure partie les financements à charge des quatre crédits-cadres de la coopération internationale de la Confédération, affichés en bleu dans le graphique. Conformément aux directives internationales, diverses contributions provenant d'autres offices fédéraux, des cantons et des communes, ainsi que les coûts pour les requérants d'asile entrent également dans le calcul de l'APD.

Graphique 6

FLUX FINANCIERS NETS DE LA SUISSE VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 2006–2015 (MIO CHF)^a

a Les données des apports privés pour 2016 n'étant pas encore disponibles au moment de la publication du Rapport annuel, le graphique illustre les flux financiers de la Suisse jusqu'en 2015.

Le contexte du financement du développement connaît une mutation rapide. Les flux de capitaux privés (principalement les investissements directs et les crédits garantis à l'exportation) représentent une part importante mais fluctuante des flux financiers nets de la Suisse vers les pays en développement.

D'autres ressources non répertoriées par les statistiques du CAD viennent s'ajouter à ces flux, telles que les *workers' remittances*. Ces envois de fonds des travailleurs expatriés depuis la Suisse vers les pays en développement se sont élevés à près de 2 milliards CHF par an entre 2013 et 2015, soit plus du double en volume par rapport aux trois années précédentes 2010–2012.





Dépenses DDC/SECO

PAGES 20-34

Tableau 5

VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE LA DDC ET DU SECO 2012–2016 (MIO CHF)

Dépenses totales de la DDC

Aide humanitaire

Coopération au développement

Coopération avec l'Europe de l'Est

Contribution à l'élargissement de l'UE

Dépenses totales du SECO

Coopération au développement

Coopération avec l'Europe de l'Est

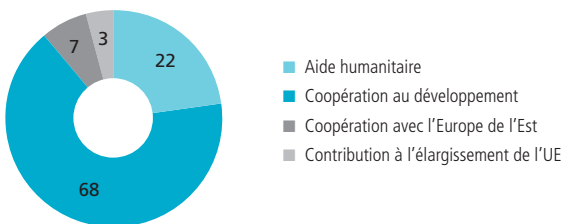
Contribution à l'élargissement de l'UE

Le tableau et les graphiques reproduisent les résultats financiers pour la DDC et le SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques) tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat, non compris les flux en retour.

Les crédits alloués à l'aide humanitaire, à la coopération au développement et à la coopération avec l'Europe de l'Est ont diminué en 2016 suite aux mesures d'économie décidées dans le processus budgétaire de la Confédération.

Graphique 7.1

DÉPENSES DE LA DDC PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 2016 (EN %)



2012	2013	2014	2015	2016
1 848.7	2 045.1	2 228.2	2 357.3	2 222.2
337.7	387.2	463.0	539.9	481.1
1 338.8	1 419.5	1 496.8	1 562.9	1 523.3
109.0	129.1	148.5	164.2	155.6
63.2	109.3	119.9	90.3	62.1
300.7	334.8	394.0	445.5	448.5
214.6	220.8	246.4	272.7	252.7
72.0	88.2	90.9	81.0	82.7
14.1	25.8	56.7	91.8	113.1

Graphique 7.2

DÉPENSES DU SECO PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 2016 (EN %)

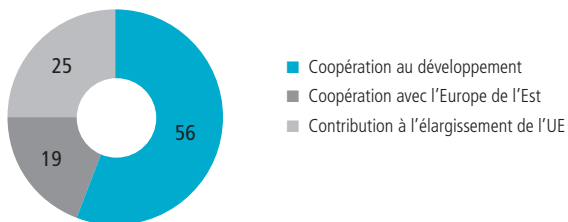


Tableau 6

DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS ET RÉGION PRIORITAIRES 2015–2016 (MIO CHF)

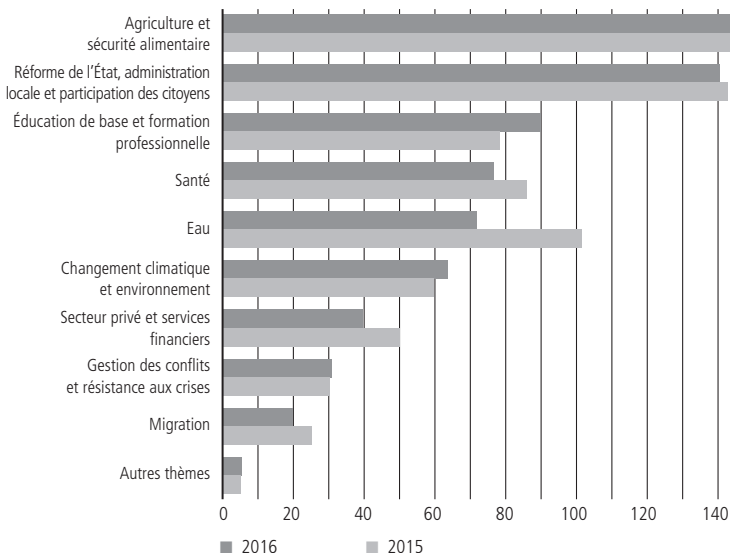
	2016	2015
Pays et régions prioritaires^a	538.8	554.6
Mékong	68.7	65.5
Népal	40.9	38.7
Amérique centrale	35.8	37.4
Hindou Kouch	35.8	38.9
Grands Lacs	34.0	32.2
Bangladesh	27.3	30.9
Afrique australe	26.1	29.0
Tanzanie	26.1	26.3
Corne de l'Afrique	23.4	21.7
Mozambique	22.4	28.8
Mali	22.0	22.0
Niger	21.4	22.6
Bolivie	21.3	29.4
Tchad	21.0	18.8
Bénin	20.8	18.6
Mongolie	20.7	23.3
Burkina Faso	20.2	21.3
Afrique du Nord	15.2	19.0
Territoire palestinien occupé	15.0	14.6
Cuba	13.7	9.3
Haïti	7.1	6.3
Autres activités	455.5	443.5
Autres pays et régions	112.2	101.8
Contributions de programme aux ONG	106.7	112.7
Mandats thématiques et coûts de fonctionnement	236.6	229.0
Coopération au développement bilatérale	994.3	998.1
Coopération au développement multilatérale	529.0	564.9
Total	1 523.3	1 562.9

a Pour la composition des régions prioritaires, se reporter à la carte du Rapport annuel 2016 (pp. 24–25).

Graphique 8

DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

DÉPENSES BILATÉRALES PAR THÈME 2015–2016 (MIO CHF)^a



a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement.

Ce graphique reproduit l'allocation des ressources selon les thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC a concentré ses activités bilatérales de coopération au développement en 2015 et en 2016.

La DDC s'appuie également sur des programmes globaux destinés à encourager l'innovation et l'échange de connaissances dans les cinq domaines suivants : Changement climatique et environnement, Sécurité alimentaire, Migration et développement, Eau et Santé.

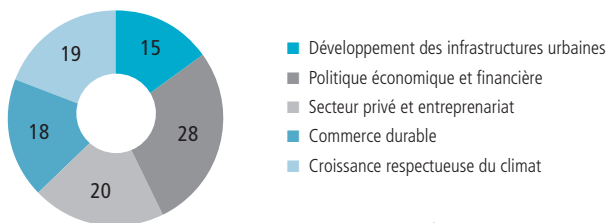
Tableau 7

SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS PRIORITAIRE
2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays prioritaires	118.7	114.6
Vietnam	31.2	18.2
Indonésie	23.8	16.6
Pérou	17.6	19.5
Colombie	15.8	10.1
Ghana	11.9	17.3
Tunisie	7.9	13.3
Afrique du Sud	7.2	11.8
Egypte	3.3	7.8
Autres activités	134.0	158.1
Programmes globaux/régionaux et autres pays, diverses contributions ^a	116.0	139.3
Coûts de fonctionnement (hors pays prioritaires)	18.0	18.8
Total	252.7	272.7

a Au Burkina Faso, en Jordanie et au Népal, d'importants programmes complémentaires aux mesures de la DDC ont été réalisés.

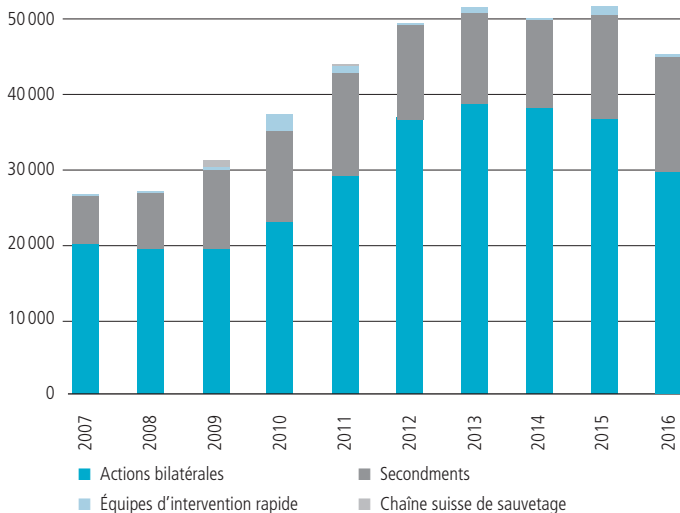
Graphique 9

SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
PAR THÈME 2016 (EN %) ^a

a Non compris coûts de fonctionnement.

Graphique 10

CORPS SUISSE D'AIDE HUMANITAIRE (CSA) 2007–2016
(JOURS DE MISSION À L'ÉTRANGER)



Graphique 11

AIDE HUMANITAIRE PAR TÂCHE STRATÉGIQUE 2014–2016
(EN %)

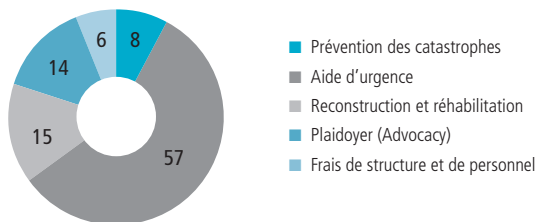


Tableau 8

DDC AIDE HUMANITAIRE PAR CONTINENT ET PAYS
2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Afrique	117.3	139.3
Soudan du Sud	19.4	24.9
Somalie	11.4	10.0
Nigéria	9.6	5.2
Congo (Rép. dém.)	9.2	9.9
Soudan	8.6	13.3
République centrafricaine	6.4	9.2
Ethiopie	6.1	11.1
Mali	6.1	6.9
Maroc	5.2	6.3
Niger	5.2	3.2
Madagascar	4.2	3.6
Tchad	3.2	3.3
Algérie	2.9	3.6
Burundi	2.6	1.3
Libye	2.1	2.2
Kenya	1.9	6.7
Libéria	1.7	3.5
Cameroun	1.1	2.2
Lesotho	1.0	–
Autres pays	4.3	10.4
Afrique, régional	5.1	2.5
Amérique latine	30.5	29.0
Colombie	11.1	11.3
Haïti	10.8	8.5
Equateur	1.9	–
Bolivie	1.6	2.5
Nicaragua	1.2	1.5
Autres pays	1.5	2.3
Amérique latine, régional	2.4	3.0

	2016	2015
Asie	125.6	163.3
Syrie ^a	25.3	34.6
Myanmar	12.3	13.1
Territoire palestinien occupé ^a	11.8	12.0
Jordanie ^a	11.7	12.3
Corée du Nord	11.5	9.4
Liban ^a	11.3	15.0
Iraq	10.3	14.2
Yémen	9.2	10.9
Afghanistan	7.9	5.9
Pakistan	4.6	4.0
Tadjikistan	2.5	2.5
Géorgie	1.7	2.7
Népal	1.5	3.0
Sri Lanka	1.0	5.3
Autres pays	0.9	3.4
Asie, régional	2.1	14.9
Europe	3.3	4.2
Ukraine	3.0	3.3
Autres pays	0.2	0.9
Europe, régional	0.2	–
Autres activités non réparties géographiquement	204.3	204.0
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	80.0	80.0
Contributions à des organisations internationales	56.5	58.1
Contributions de programme aux ONG	12.9	12.2
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	54.9	53.7
Total	481.1	539.9

a La contribution générale à l'UNRWA est comptabilisée sous « Contributions à des organisations internationales ». Ce montant de 22,0 mio CHF en 2016 (22,9 mio CHF en 2015) se répartit comme suit : 11,7 mio CHF au Territoire palestinien occupé, 4,8 mio CHF à la Jordanie, 3,1 mio CHF au Liban et 2,4 mio CHF à la Syrie.

Tableau 9

PARTENAIRES DE L'AIDE HUMANITAIRE 2016 (MIO CHF)

Organisations des Nations Unies
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA)
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations des Nations Unies
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Autres partenaires et actions directes
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Secteur privé et instituts de recherche
Coûts de fonctionnement, de personnel et de matériel
Total aide humanitaire 2016
Total aide humanitaire 2015

a Ce montant comprend 18,4 mio CHF (19,8 mio CHF en 2015) pour les produits laitiers suisses et 12,9 mio CHF (13,8 mio CHF en 2015) pour les céréales.

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
55.8	85.0	24.8	165.5
6.5	28.1	24.8	59.3
15.0	19.8	–	34.8
11.0	18.3	–	29.3
22.0	2.9	–	24.9
–	6.0	–	6.0
1.3	9.8	–	11.1
80.0	65.5	–	145.5
0.7	162.9	6.5	170.1
–	26.1	5.2	31.2
0.7	60.5	0.3	61.6
–	34.3	1.0	35.2
–	4.0	–	4.0
–	38.1	–	38.1
136.5	313.3	31.2 ^a	481.1
138.1	368.1	33.6 ^a	539.9

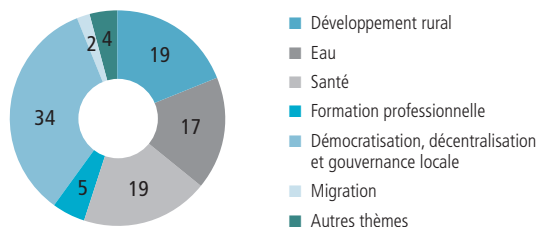
Tableau 10

DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST
PAR PAYS ET RÉGION PRIORITAIRES 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays et régions prioritaires^a	136.4	136.0
Asie centrale	30.8	34.0
Caucase du Sud	17.7	17.2
Kosovo	17.0	14.7
Bosnie et Herzégovine	13.8	13.9
Moldova	13.0	12.8
Albanie	12.5	11.6
Serbie	12.2	12.0
Macédoine	10.7	10.9
Ukraine	8.7	8.7
Autres activités	19.2	28.2
Autres pays et régions	3.6	11.5
Contributions de programme aux ONG	6.3	5.5
Contribution générale à IDEA	1.1	1.3
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	8.2	10.0
Total	155.6	164.2

a Pour la composition des régions prioritaires, se reporter à la carte du Rapport annuel 2016 (pp. 24–25).

Graphique 12

DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST
PAR THÈME 2016 (EN %)^a

a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement.

Tableau 11

SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST PAR PAYS PRIORITAIRE 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays prioritaires	72.0	72.0
Ukraine	14.8	10.4
Macédoine	10.7	4.9
Serbie	10.0	3.6
Kirghizistan	8.4	12.6
Albanie	7.8	8.9
Bosnie et Herzégovine	7.1	7.8
Tadjikistan	5.3	14.0
Kosovo	5.1	8.9
Azerbaïdjan	2.7	1.1
Autres activités	10.6	9.0
Programmes régionaux et autres pays, diverses contributions	5.2	4.1
Coûts de fonctionnement (hors pays prioritaires)	5.5	4.9
Total	82.7	81.0

Graphique 13

SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST PAR THÈME 2016 (EN %) ^a



a Non compris coûts de fonctionnement.

Tableau 12

PARTENAIRES DE LA DDC POUR DES ACTIVITÉS BILATÉRALES 2016
(MIO CHF)^a

ONG suisses et centres de compétences
Principaux partenariats institutionnels :
HELVETAS Swiss Intercooperation
Swisscontact
Croix-Rouge suisse
Fondation Terre des Hommes (Lausanne)
Caritas Suisse
Entraide Protestante Suisse (EPER)
Enfants du Monde
Pain pour le prochain
Médecins sans Frontières (MSF)
Solidar Suisse
Swissaid
Action de Carême
Education 21
Fondation Village d'enfants Pestalozzi
COMUNDO
Institutions universitaires et de recherche suisses
Secteur privé suisse
Secteur public suisse
Organisations des Nations Unies, actions multilatérales
Institutions financières internationales, actions multilatérales
Autres organisations étrangères et internationales
dont: Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Organisations du Sud et de l'Est
Total des partenaires
Actions directes, coûts de fonctionnement
Total 2016
Total 2015

Mandats et projets spécifiques

Contrib. progr. ^b	Aide hum.	Coop. au dév.	Coop. Est	Total
125.9	18.4	126.5	21.5	292.4
10.7	0.2	37.0	14.6	62.5
6.0	–	27.7	1.5	35.2
11.1	3.4	1.3	2.1	17.9
10.5	1.6	2.8	–	14.9
11.1	0.7	2.2	–	14.1
8.0	–	–	0.5	8.5
2.8	–	4.3	–	7.1
7.0	–	–	–	7.0
7.0	–	–	–	7.0
3.9	0.4	2.6	–	6.9
6.5	–	–	–	6.5
6.2	–	–	–	6.2
3.6	–	–	–	3.6
3.1	–	0.1	–	3.2
3.0	–	–	–	3.0
–	1.2	37.0	6.8	45.0
–	1.0	28.3	3.9	33.3
–	0.9	1.0	0.2	2.1
–	109.8	115.1	23.4	248.3
–	1.0	66.6	8.9	76.5
–	195.4	149.9	30.8	376.1
–	145.5	–	–	145.5
–	12.1	174.4	24.1	210.7
125.9	339.9	698.9	119.6	1 284.4
–	71.7	189.5	28.7	289.9
125.9	411.7	887.6	148.3	1 573.5
130.4	469.6	885.3	157.4	1 642.8

a Contribution de la DDC à l'élargissement de l'UE (62,1 mio CHF en 2016) non comprise.

b Contributions générales à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est; contributions à des centres de compétence pour des activités de sensibilisation.

Tableau 13

CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT
DE L'UNION EUROPÉENNE 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays	170.6	177.1
Pologne	87.4	73.6
Lituanie	17.1	9.5
Hongrie	13.2	22.6
Roumanie	12.9	18.3
Slovaquie	12.8	20.1
République tchèque	12.7	13.8
Bulgarie	5.9	5.4
Lettonie	3.8	5.2
Estonie	3.2	6.0
Chypre	1.5	0.4
Slovénie	0.2	1.9
Malte	–	0.3
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	4.6	5.0
Total	175.2	182.1

Depuis 2008, la DDC et le SECO assurent conjointement la mise en œuvre de la contribution à l'élargissement de l'Union européenne (UE), destinée à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE élargie.

Les programmes de la DDC et du SECO visent à stimuler la croissance économique, à améliorer les conditions de travail, le système de sécurité sociale et la sécurité publique, à garantir la protection de l'environnement et à renforcer la société civile.



Editeurs :
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 34 75
www.dfae.admin.ch
deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 56 56
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques :
Etat-major de direction DDC
SECO Coopération

Graphisme/Conception :
Julia Curty, SUPERSCRIP T GmbH, Brügg b. Biel/Bienne
www.superscript.ch

Photos :
Couverture Sven Torfinn/Panos
Page 3 Mikkel Ostergaard/Panos
Page 18 G.M.B. Akash/Panos

Imprimerie :
Stämpfli AG
3001 Berne

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible en français,
allemand, italien et anglais.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à :
deza@eda.admin.ch, ou
Téléphone +41 (0)58 462 34 75